



HAL
open science

Violence antisémite en Europe 2005-2015 (France, Allemagne, Suède, Norvège, Danemark, Russie et Royaume-Uni)

Dominique Reynié

► **To cite this version:**

Dominique Reynié. Violence antisémite en Europe 2005-2015 (France, Allemagne, Suède, Norvège, Danemark, Russie et Royaume-Uni). [Rapport de recherche] Fondation pour l'innovation politique. 2017, pp.31. hal-03613395

HAL Id: hal-03613395

<https://sciencespo.hal.science/hal-03613395>

Submitted on 18 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

VIOLENCE ANTISÉMITTE EN EUROPE 2005-2015

(FRANCE, ALLEMAGNE, SUÈDE, NORVÈGE,
DANEMARK, RUSSIE ET ROYAUME-UNI)

Johannes DUE ENSTAD

Septembre 2017

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

Violence antisémite en Europe 2005-2015

(France, Allemagne, Suède, Norvège,
Danemark, Russie et Royaume-Uni)

Johannes DUE ENSTAD

La Fondation pour l'innovation politique est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Présidente du conseil scientifique et d'évaluation : Laurence Parisot

La Fondation pour l'innovation politique publie la présente note
dans le cadre de ses travaux sur *les valeurs*.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, l'**écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/ machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « Anthropotechnie » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « Trop Libre » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

Résumé

Quelle est la fréquence des actes antisémites violents dans l'Europe d'aujourd'hui et quelles sont les tendances ? Dans quelle mesure les populations juives sont-elles exposées dans les différents pays ? Qui commet ces crimes ? Il est impératif de répondre à ces questions aussi précisément que possible afin de combattre efficacement l'antisémitisme, de manière générale, et l'antisémitisme violent, en particulier, mais les connaissances pour mener ces recherches font défaut car les études systématiques sur le sujet sont rares. Pour contribuer à combler ces lacunes, ce rapport tente d'établir des conclusions sur l'antisémitisme violent dans un groupe de pays européens et propose des recommandations pour approfondir la recherche.

En combinant les données relatives aux incidents fondées sur les rapports de police avec les résultats d'une enquête sur l'antisémitisme réalisée en 2012 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), ce rapport tente d'établir une première comparaison des niveaux de violence antisémite dans différents pays. L'échantillon de sept pays (Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Norvège, Suède et Russie) comporte des données qui ne permettent de faire des comparaisons qu'entre quatre d'entre eux (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède). Parmi ces pays, c'est en France que l'exposition des Juifs à la violence antisémite semble la plus forte, suivie de la Suède et de l'Allemagne, puis

du Royaume-Uni. Les chiffres pour la Norvège, le Danemark et la Russie ne sont pas directement comparables car les données recueillies ne sont pas homogènes. Cependant, la Russie se distingue nettement par un très faible nombre d'incidents visant la population juive, importante pourtant en termes relatifs dans le pays. La Russie est également le seul cas où peu d'éléments indiquent que les Juifs évitent d'afficher leur identité en public.

Concernant les auteurs d'actes antisémites violents, les données disponibles montrent, en Europe de l'Ouest, la prédominance d'individus de culture musulmane, alors qu'en Russie le profil qui prévaut est celui des délinquants d'extrême droite. Les enquêtes corroborent ce constat dans la mesure où, en Europe de l'Ouest, les attitudes antisémites sont beaucoup plus répandues chez les musulmans que dans la population en général. Les résultats présentés ici constituent une première contribution. Il faudra davantage de données, de meilleure qualité, et une recherche plus approfondie pour avoir une idée plus précise de la nature et des causes de la violence antisémite, condition préalable à la définition de réponses pertinentes à apporter.

Table des matières

Introduction	11
Données et comparabilité	12
Incidents et exposition	15
Les auteurs de violences antisémites	21
Les enquêtes sur les opinions	25
Conclusion	27
Recommandations	28
Bibliographie	29

Violence antisémite en Europe 2005-2015

(France, Allemagne, Suède, Norvège,
Danemark, Russie et Royaume-Uni)

Johannes DUE ENSTAD

Département de littérature, d'études régionales et de langues européennes, université d'Oslo
Centre de recherche sur l'extrémisme (C-REX), université d'Oslo

Johannes Due Enstad est chercheur postdoctorant au département de littérature, d'études régionales et de langues européennes de l'université d'Oslo. Il est également membre du Centre de recherche sur l'extrémisme (C-REX) de l'université d'Oslo. Actuellement, il étudie le militantisme de droite dans la Russie postsoviétique, enseigne l'histoire de la Russie et travaille sur son premier livre qui portera sur les Russes sous l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale et sera publié par Cambridge University Press. Il a également travaillé en tant que chercheur au Centre norvégien de recherche pour la défense et au Centre d'études de l'Holocauste et des minorités religieuses (CSHRM).

* Le texte de cette note a été initialement publié en anglais sous le titre : « *Antisemitic Violence in Europe, 2005-2015 Exposure and Perpetrators in France, UK, Germany, Sweden, Norway, Denmark and Russia* ». La traduction française a été assurée par Caroline Lorriaux et la Fondation pour l'innovation politique. Nous remercions chaleureusement l'auteur de nous avoir permis d'offrir au public une version française de son importante contribution. Nous y avons ajouté quelques précisions, présentées en note et suivies de la mention habituelle « NdÉ » [« Note de l'éditeur »].

Introduction ¹

Absolument condamné en Occident après l'Holocauste, l'antisémitisme – la haine et l'hostilité envers les Juifs « parce qu'ils sont juifs » – n'a pas cessé cependant de se manifester, à la fois dans les attitudes et dans les actes. Selon un sondage réalisé en 2015 et publié par le Pew Research Centre, les opinions antisémites existent en proportions variables dans les pays européens, allant de 28 % en Pologne à 7 % en France et au Royaume-Uni².

Toutefois, les actes sont plus manifestes que les opinions, et les pays ayant un faible niveau d'antisémitisme dans l'opinion, comme la France, peuvent avoir des niveaux élevés d'incidents antisémites. Depuis le début du millénaire, le nombre d'incidents antisémites enregistrés dans le monde a considérablement augmenté (voir graphique 1). Aux États-Unis, cependant, pays qui compte la plus grande population juive après Israël, le niveau a diminué au cours de la période 2004-2012³, ce qui signifie que, pour l'Europe seule, l'augmentation est plus forte que celle indiquée dans le graphique 1.

Graphique 1 : Incidents antisémites enregistrés dans le monde (harcèlement, vandalisme et violence), 1989-2015



Source : Kantor Centre.

Les incidents antisémites se manifestent le plus souvent par des discours ou des actes de vandalisme, caractérisés par une dimension violente. Les attentats terroristes de janvier 2015 à Paris et ceux du mois suivant à Copenhague sont parmi les cas les plus extrêmes de ces dernières années. De telles attaques sont rares, mais des attaques violentes d'un moindre niveau se produisent fréquemment contre des Juifs dans plusieurs pays européens. Les actes antisémites violents sont probablement l'une des principales raisons qui expliquent pourquoi de nombreux Juifs ne se sentent pas en sécurité et évitent d'afficher

leur identité en public. Selon une enquête de 2012, un Juif sur cinq en Suède et au Royaume-Uni, un sur quatre en Allemagne et près de la moitié en France ont déclaré avoir envisagé d'émigrer en raison de l'insécurité qu'ils ressentaient⁴. En 2015, environ 10 000 Juifs ont quitté l'Europe de l'Ouest pour se rendre en Israël, soit la vague de départs la plus importante depuis 1948⁵.

1. La présente note est fondée sur un travail de recherche réalisé avec le soutien du Centre d'études de l'Holocauste et des minorités religieuses (CSHRM), du département de littérature, d'études régionales et de langues européennes de l'université d'Oslo et du Centre de recherche sur l'extrémisme (C-REX) de cette même université. Kristine Bjørndal a apporté sa précieuse contribution à cette recherche. Je tiens également à remercier Anders Jupskås, Jacob Ravndal et Tore Bjørge, du C-REX, ainsi que Vibeke Moe, Lars Lien, Øivind Kopperud et Cora Alexa Døving, du CSHRM, pour leurs commentaires et leurs corrections avisés.

2. Bruce Stokes, « Faith in European Project Reviving », pewglobal.org, 2 juin 2015 (www.pewglobal.org/2015/06/02/faith-in-european-project-reviving/).

3. Anti-Defamation League, « 2012 Audit of Anti-Semitic Incidents by Type », s.d. (www.adl.org/sites/default/files/documents/assets/pdf/press-center/2012-audit-of-anti-semitic-incidents.pdf). Il faut toutefois noter que le nombre d'incidents enregistrés a augmenté depuis 2013 (voir Anti-Defamation League, « ADL Audit: U.S. Anti-Semitic Incidents Surged in 2016-17 », s.d. (www.adl.org/sites/default/files/documents/Anti-Semitic-Audit-Print_vf2.pdf)).

4. Voir le graphique 8 de la présente note. Selon une enquête menée en 2014-2015 au Royaume-Uni, 25% des Juifs britanniques avaient envisagé de quitter le pays au cours des deux dernières années en raison de l'augmentation de l'antisémitisme. Voir « Campaign Against Antisemitism », *Annual Antisemitism Barometer. 2015 Full Report, 2015* (antisemitism.uk/wp-content/uploads/2016/07/Annual-Antisemitism-Barometer-2015.pdf).

5. Tobias Stern Johansen et Benjamin Krasnik, « Europæiske jøder flytter i hobetal », *kristeligt-dagblad.dk*, 27 janvier 2016 (www.kristeligt-dagblad.dk/udland/europaeiske-joeder-flytter-i-hobetale).

De tels chiffres montrent que l'antisémitisme dans l'Europe d'aujourd'hui est perçu comme une menace majeure par un grand nombre de Juifs et soulignent la nécessité d'actualiser les données dont nous disposons à ce sujet. Ce n'est qu'une fois que nous disposerons de connaissances plus précises sur ce phénomène et son évolution que nous serons en mesure de savoir s'il faut rassurer ou alerter, et, dans ce cas, décider de prendre les mesures appropriées.

La présente note pose trois grandes questions :

– que savons-nous réellement du niveau et de l'évolution de la violence antisémite dans les pays européens étudiés ?

– que pouvons-nous dire de la différence observable entre les niveaux d'exposition des Juifs à la violence antisémite selon les pays considérés ?

– que savons-nous des auteurs de ces actes ?

Bien que les rapports sur les incidents antisémites ne manquent pas, ils ne mesurent pas spécifiquement l'exposition à des incidents violents et ne permettent pas d'établir des comparaisons entre pays. Les principaux obstacles à la comparaison sont, d'un côté, les différences entre les niveaux de signalement par les victimes et, de l'autre côté, les différentes méthodes d'enregistrement utilisées par la police. Cependant, comme nous le verrons, le premier obstacle peut être surmonté en utilisant les données disponibles sur les signalements effectués par les Juifs dans les différents pays. Le second obstacle, c'est-à-dire les différentes méthodes d'enregistrement de la police, est plus difficile à surmonter. Néanmoins, il est possible d'esquisser des comparaisons entre certains pays en combinant les données de signalement des incidents avec les résultats de l'enquête de 2012 sur l'antisémitisme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)⁶. Ces comparaisons sont importantes car elles fournissent une base pour expliquer pourquoi les niveaux de violence antisémite, les niveaux d'exposition à cette violence ainsi que les types d'auteurs de cette violence varient d'un pays à l'autre, ce qui est indispensable à l'élaboration de dispositifs de lutte contre l'antisémitisme. Cette note n'explique pas les variations mais propose de franchir une étape en procédant à une première comparaison entre les pays.

Le panel se compose de sept pays européens : Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Norvège, Suède et Russie. Ce travail porte sur un panel restreint en raison des contraintes de

temps et de ressources. La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Russie ont été inclus car c'est dans ces pays que vivent les plus grandes minorités juives d'Europe. En outre, ces pays ont des institutions qui ont recueilli et publié des données sur les incidents antisémites au cours des dix dernières années. Les pays scandinaves ont été inclus en raison de l'intérêt particulier des chercheurs pour les tendances actuellement observées en Norvège et dans les pays voisins.

Seuls les actes antisémites violents commis entre 2005 et 2015 ont été pris en compte ici, y compris les actes de violence physique contre les individus et les attaques graves contre des bâtiments pouvant mettre en péril la vie et l'intégrité physique (comme les attentats à la bombe). Les actes de vandalisme, les menaces et le harcèlement ont été exclus. Par rapport aux insultes verbales et aux actes de vandalisme, la violence physique a un effet de terreur plus important et doit donc être étudiée séparément des autres types d'incidents, moins graves.

Données et comparabilité

Pour les incidents violents en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède, deux séries de données ont été utilisées : chiffres basés sur les incidents signalés et résultats de l'enquête de la FRA sur l'antisémitisme en Europe. Une tentative de comparaison des niveaux de violence dans ces quatre pays semble possible. Les données pour les autres pays sont plus fragmentées, ce qui rend la comparaison moins fiable.

Les données relatives aux incidents en France ont été obtenues à partir des rapports annuels du Service de protection de la communauté juive (SPCJ), qui coopère étroitement avec les autorités policières françaises⁷. Les chiffres du SPCJ sont fondés sur des incidents signalés à la police. Ils excluent de nombreux incidents qui n'ont été signalés qu'au SPCJ car les victimes ne voulaient pas porter plainte à la police. Le SPCJ classe les incidents antisémites violents portés à sa connaissance en cinq catégories : attaque terroriste, meurtre ou tentative de meurtre, violence physique, incendie criminel, vandalisme. Le chiffre que nous retiendrons ici exclut les incidents relevant de la catégorie vandalisme.

6. European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Enquête de la FRA sur les expériences et les perceptions des personnes juives de l'antisémitisme*, mars 2012 (fra.europa.eu/fr/publication/2012/enquete-de-la-fra-sur-les-experiences-et-les-perceptions-des-personnes-juives-de).

7. www.antisemitisme.fr

Les chiffres relatifs aux incidents pour le Royaume-Uni ont été obtenus à partir des rapports annuels du Community Security Trust (CST), un organisme de bienfaisance qui, depuis 1984⁸, enregistre et signale régulièrement des incidents antisémites. Depuis 2001, le CST coopère étroitement avec la police britannique pour enregistrer et enquêter sur des incidents. Il est autorisé à signaler des incidents à la police au nom de victimes qui ne souhaitent pas le faire directement. Le CST classe les incidents antisémites en six catégories : violence extrême, agression, dommages et profanations de biens, menaces, comportement abusif, littérature antisémite. Dans le cadre de la présente note, seules les catégories de violence extrême et d'agression ont été prises en compte. Les chiffres relatifs aux incidents en Allemagne ont été enregistrés par les services de police (KPMK) ⁹. Dans le présent rapport, seuls les incidents de la catégorie *Gewaltdelikte* (« crimes violents ») ont été pris en compte. Cela inclut le meurtre, la tentative de meurtre, les coups et blessures, les attaques à l'arme à feu et avec des explosifs. Les chiffres concernant la Suède ont été obtenus à partir des rapports annuels sur les crimes de haine publiés par le Brottsförebyggande rådet (« Conseil national suédois pour la prévention de la délinquance », Brå)¹⁰. Les statistiques publiées par le Brå sont fondées sur les crimes signalés à la police susceptibles d'être motivés par l'antisémitisme. Ce rapport comporte des chiffres cités dans la catégorie *våldsbrott* (« incidents violents ») pour la période 2008-2015. Entre 2005 et 2007, le Brå a utilisé la catégorie *brott mot person* (« actes à l'encontre d'individus »), qui englobe la violence physique, le harcèlement et les menaces. Sur notre demande, le Brå a précisé les statistiques pour 2006 et 2007 de manière à nous permettre de distinguer les incidents violents du harcèlement et des menaces. Il n'a pas été possible de le faire avec les chiffres de 2005. Nous avons donc extrapolé les chiffres pour les incidents de 2005 à partir du pourcentage moyen de crimes violents par rapport au nombre total d'incidents antisémites enregistrés au cours de la période 2006 à 2015. Il faut noter que les chiffres pour les incidents signalés en Suède sont considérablement plus

élevés à partir de 2008 par rapport à la période 2005-2007 (voir tableau 1). Cette augmentation résulte probablement de changements dans les procédures d'enregistrement de la police ainsi que dans la définition des crimes de haine¹¹.

En plus des chiffres relatifs aux incidents signalés, notre note se fonde également sur l'enquête menée par la FRA en septembre-octobre 2012 et portant sur l'antisémitisme en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède. Dans cette enquête, des citoyens de confession juive de plusieurs pays (1 192 en France, 1 468 au Royaume-Uni, 608 en Allemagne et 810 en Suède) ont répondu à un questionnaire en ligne à propos de leur expérience de l'antisémitisme¹². Les résultats sont un complément utile aux données fondées sur les incidents signalés : les données de la FRA sur l'exposition à la violence sont comparables dans la mesure où elles ont été collectées de la même manière dans les pays respectifs. L'enquête de la FRA comporte des informations sur le niveau de violence antisémite qui provoque un signalement de la part des victimes. D'une manière générale, il ne faudrait pas utiliser les rapports de police pour comparer les niveaux de criminalité entre les pays en raison, d'une part, des différences d'appréciation amenant les victimes à signaler les incidents et, d'autre part, des différences de méthodes d'enregistrement de la part des autorités nationales de police et de justice¹³. Cependant, l'enquête de la FRA résout en partie ce problème en fournissant des informations sur les niveaux de violence conduisant à des signalements. Cela nous permet d'ajuster nos données relatives aux incidents et d'avoir une image plus précise du niveau réel. Pourtant, deux lacunes subsistent. Tout d'abord, les données de la FRA reflètent la situation à un certain moment et ne permettent pas de connaître l'évolution au fil du temps. Nous manquons également d'informations

11. À partir de 2008, un nouveau domaine a été introduit dans le système national de la police suédoise pour enregistrer les crimes signalés. Depuis, les policiers doivent indiquer si une suspicion de crime haineux s'applique ou non. En outre, en 2008 la définition des crimes de haine a été élargie avec la suppression du critère exigeant que l'auteur appartienne à la population majoritaire de la Suède et la victime à un groupe minoritaire. Voir *Hatbrott 2008*, Brå, 2009, p. 19 (www.bra.se/bra/publikationer/arkiv/publikationer/2009-07-01-hatbrott-2008.html).

12. Les répondants de l'enquête ne constituent pas un échantillon aléatoire. Bien qu'elle ne soit pas statistiquement représentative, l'enquête de la FRA constitue actuellement le meilleur point de départ pour étudier les expériences d'antisémitisme des Juifs dans l'Europe d'aujourd'hui. Pour obtenir des informations détaillées sur l'enquête, voir European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, 2013 (fra.europa.eu/fr/publication/2014/discrimination-et-crimes-de-haine-igard-des-personnes-juives-dans-les-tats-membres), et *Technical report: FRA survey – Discrimination and hate crime against Jews in EU Member States: experiences and perceptions of antisemitism*, 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/technical-report-fra-survey-discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member).

13. John van Kesteren, Jan van Dijk et Pat Mayhew, « The International Crime Victims Surveys. A retrospective », *International Review of Victimology*, vol. 20, n° 1, janvier 2014, p. 51-52.

8. <https://cst.org.uk/>

9. Les chiffres de 2005-2014 sont disponibles dans *Antisemitism. Overview of data available in the European Union 2004-2014*, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), 2015, p. 36 (<http://fra.europa.eu/en/publication/2015/antisemitism-overview-data-available-european-union-2004-2014>). Pour consulter les chiffres de 2015, voir « Antisemitismus: Mehr als 1.300 antisemitische Straftaten in Deutschland erfasst », *zeit.de*, 13 mai 2016 (www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2016-05/antisemitismus-strafaten-deutschland-rueckgang).

10. Voir www.bra.se/bra/bra-in-english/home/crime-and-statistics/hate-crime.html.

permettant d'effectuer un ajustement en fonction des variations dans les pratiques nationales d'enregistrement. Cela dit, d'un point de vue global, les données de signalement des incidents combinées à l'enquête de la FRA constituent une base suffisante pour établir une première comparaison des niveaux d'antisémitisme violent en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède.

En revanche, les chiffres des incidents en Norvège, au Danemark et en Russie ne permettent pas d'établir de comparaisons en raison de rapports fragmentés ou non spécifiés ainsi que de la disparité des méthodes de collecte des données. Néanmoins, notre note présente également des résultats pour ces pays.

Les autorités de police norvégiennes publient régulièrement des rapports sur les crimes de haine, mais ce n'est que dans le district de police d'Oslo, et seulement depuis 2012, que l'antisémitisme est considéré comme une catégorie à part¹⁴. Les rapports font état de sept incidents qualifiés de crimes de haine motivés par l'antisémitisme, aucun d'entre eux n'ayant impliqué de violence. Les incidents antisémites peuvent également être signalés à la communauté juive d'Oslo et au Centre norvégien contre le racisme, mais aucune de ces deux institutions ne tient de statistiques sur ces incidents. En raison du manque de données enregistrées sur les incidents antisémites, nous avons mené des recherches dans les archives¹⁵ d'actualités Atekst ainsi que dans la base de données du Forum de coordination pour la lutte contre l'antisémitisme¹⁶ et nous avons consulté des ouvrages secondaires consacrés au sujet.

Une partie des données relatives aux incidents survenus au Danemark sont issues des rapports publiés par le Danish Security and Intelligence Service (PET)¹⁷, l'autre partie ayant été obtenue auprès de la communauté juive par l'intermédiaire de l'organisation Jewish Security Denmark (JSD). Les rapports du PET couvrent la période allant de 2005 à 2013. Entre 2008 et 2013, les rapports ne permettent pas d'identifier tous les incidents de violence, puisque seuls des exemples isolés sont fournis pour ces années. Aucun rapport n'a été publié en 2014.

En 2015, la police nationale danoise a assumé la responsabilité de l'élaboration des rapports annuels en matière de crimes de haine au Danemark. Comme pour les rapports du PET, le rapport de 2015 n'est pas exhaustif mais ne cite que des exemples d'incidents antisémites¹⁸. Toutefois, à notre demande, la police nationale danoise a bien voulu nous indiquer si les 13 cas enregistrés en 2015 impliquaient ou non de la violence. Des chiffres ont également été obtenus auprès de la section du Jewish Security Denmark dédiée à la collecte et au partage de connaissances sur les incidents antisémites (AKVAH), qui a publié ses propres rapports entre 2012 et 2014¹⁹.

Les chiffres relatifs aux incidents en Russie ont été recueillis auprès du Centre SOVA pour l'information et l'analyse de Moscou qui, depuis 2004, recueille des données sur les incidents racistes et xénophobes rapportés par les médias²⁰. Des informations supplémentaires ont été obtenues à partir des rapports annuels publiés par la Anti-Defamation League (Ligue anti-diffamation, ADL). Les données concernant les auteurs sont fondées sur les signalements d'incidents et sur l'enquête de la FRA qui comprenait des questions relatives aux motivations perçues et aux origines des auteurs de ces violences. D'autres études ont également été utilisées pour cette note, des enquêtes sur les attitudes antisémites et des rapports journalistiques.

Compte tenu de l'état des données sur les violences antisémites dans les pays observés, nous sommes donc en mesure de présenter, ci-après, des résultats synthétiques concernant le nombre d'incidents, l'exposition à ces violences et enfin le profil des auteurs de violences antisémites.

14. Voir « Hatkriminalitet: Statistikk og rapporter om anmeldt hatkriminalitet i Oslo », Politi.n°, 5 avril 2016, (www.politi.no/oslo/strategier_og_analyser/statistikker_og_analyser/Tema_1793.xml).

15. www.retriever.no/product/mediarkiv.

16. <http://antisemitism.org.il/list/1?lang=fr>.

17. Voir « Kriminelle forhold med mulig ekstremistisk baggrund », pet.dk, s.d., (www.pet.dk/Publikationer/RACI-indberetning.aspx).

18. Rigspolitiet, Nationalt Forebyggelsescenter (NFC), Hadforbrydelser i 2015. *Rigspolitiets årsrapport vedrørende hadforbrydelser*, juin 2016 (www.politi.dk/NR/rdonlyres/C452577B-1EFE-4C73-8207-62B05E3E783E/0/Årsrapport_hadforbrydelser_2015.pdf).

19. www.mosaiske.dk/akvah-3.

20. www.sova-center.ru/en

Incidents et exposition

Tableau 1 : Actes antisémites violents signalés (estimations ajustées selon les différences dans les modalités de signalement) *

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total	Nbre estimé **	Incidents Meurtriers
France	99	137	106	86	96	65	64	104	53	115	98	1 023	4 092	3 *** (9 tués)
Royaume-Uni	81	114	117	88	124	115	95	69	69	81	86	1 039	3 844	0
Allemagne	56	51	64	47	41	37	29	41	51	45	36	498	1 917	0
Suède	8	8	9	17	20	15	14	14	4	12	8	129	516	0
Norvège	1	4	2	0	2	0	1	0	0	0	0	10		0
Danemark	1	1	0	1	0	2	0	7	4	3	1	20		1 **** (1 tué)
Russie	5	9	4	4	3	2	3	0	1	1	1	33		0

* Les données présentées ici mentionnent les actes antisémites violents enregistrés dans les pays du panel au cours de la période 2005-2015 étudiée par l'auteur. On ne trouve donc pas mention de la tuerie du Musée juif de Belgique, à Bruxelles, le 24 mai 2014, perpétrée par le Français Mehdi Nemmouche et qui a fait quatre victimes : Emanuel et Miriam Riva, Dominique Sabrier et Alexandre Strens. [NdÉ]

** Les données sur les niveaux de signalement proviennent de l'enquête 2012 sur l'antisémitisme de la FRA. Tous nos remerciements à Daniel Staetsky, de l'Institute for Jewish Policy Research, pour son aide dans l'obtention de ces données. Les chiffres supposent que les niveaux de signalement n'ont pas changé de manière significative au cours de la période en question.

*** Enlèvement et meurtre d'Ilan Halimi ; en 2012, tuerie à l'école juive Ozar Hatorah, à Toulouse (meurtre de Jonathan Sandler, Gabriel Sandler, Arié Sandler et Myriam Monsonégo) ; en 2015, prise d'otages à l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, à Paris (meurtres de Yohan Cohen, Philippe Braham, François-Michel Saada et Yoav Hattab). [NdÉ]

**** 2015, meurtre de Dan Uzan devant la Grande Synagogue de Copenhague. [NdÉ]

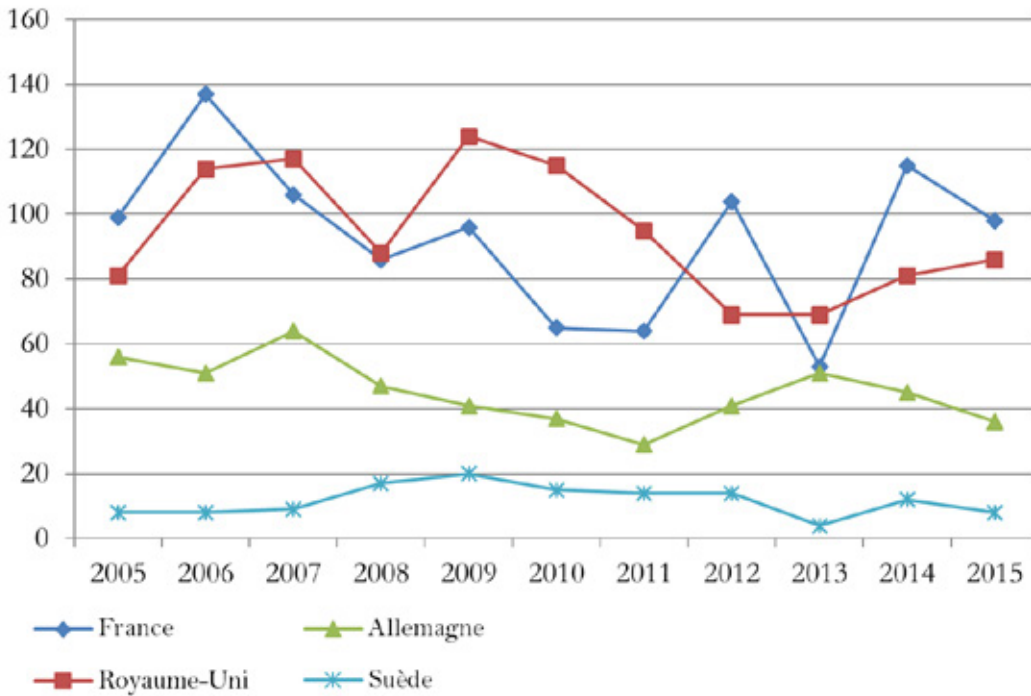
France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède

Comme le montre le tableau 1, la France et le Royaume-Uni présentent le plus grand nombre total d'incidents violents, estimés respectivement à 4 092 et 3 844 sur la période 2005-2015, ajustés selon les différents niveaux de signalement. Vient ensuite l'Allemagne, avec environ 1 917 incidents, et la Suède, avec 516 incidents. Aucune tendance à la hausse ou à la baisse ne se dégage clairement (*voir graphique 2*). Les niveaux sont restés constamment élevés comparativement aux années 1990, avec des variations importantes d'une année sur l'autre.

Il est souvent dit que le nombre d'incidents antisémites augmente en fonction des crises dans le conflit israélo-palestinien. Cela semble vrai dans une certaine mesure mais aucun modèle clair ne se dégage. Dans certains cas seulement, les conflits à Gaza en 2006, 2008-2009, 2012 et 2014 coïncident avec une augmentation du nombre d'incidents signalés²¹.

21. Un lien éventuel entre le conflit israélo-palestinien et les incidents antisémites en Europe a également été identifié dans une étude de 2011 portant sur des données belges. L'étude a révélé que, bien qu'il y ait eu une augmentation statistiquement significative du nombre d'incidents pendant le conflit à Gaza en 2008-2009, l'effet était bref et aucun lien plus durable entre les événements au Moyen-Orient et les actes d'antisémitisme ne pouvait être établi. Voir Dirk Jacobs, Yoann Vény, Louise Callier, Barbara Herman et Aurelie Descamps, « The impact of the conflict in Gaza on antisemitism in Belgium », *Patterns of Prejudice*, vol. 45, n° 4, 1^{er} septembre 2011, p. 341-360 (germe.ulb.ac.be/uploads/pdf/articles_online/PatternsofPrejudiceproof.pdf).

Graphique 2 : Actes antisémites violents enregistrés, période 2005-2015 (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède)

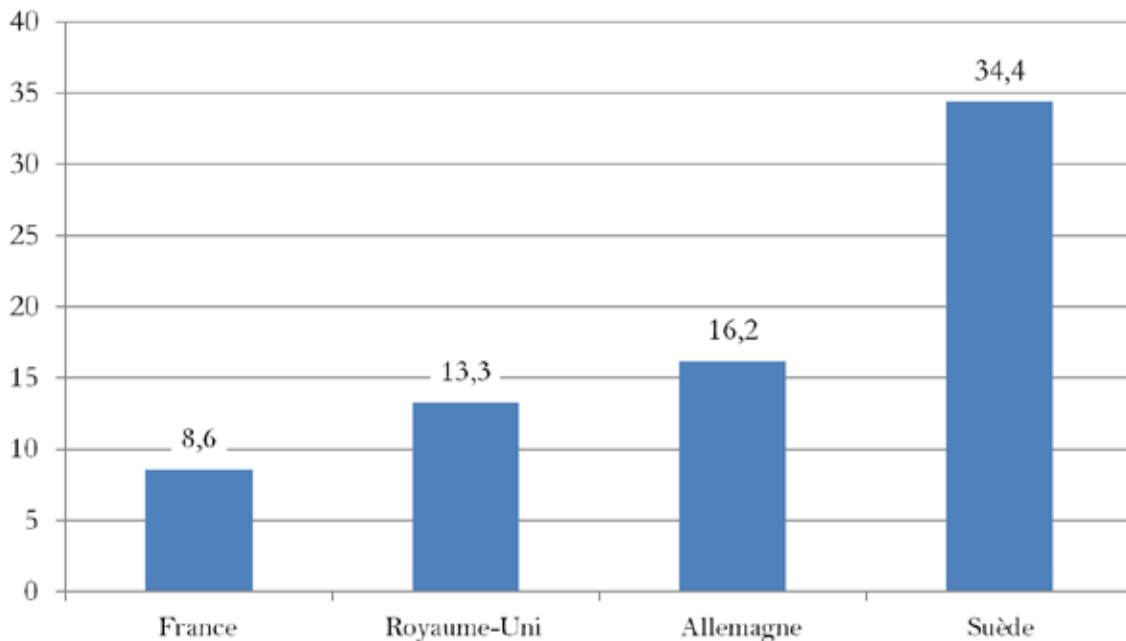


Sources : données compilées par l'auteur.

Afin de procéder à une comparaison pertinente des niveaux d'incidents cumulés en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède, il est nécessaire de prendre en compte la taille des minorités juives²². Lorsqu'on s'intéresse au nombre d'incidents signalés pour 1 000 Juifs (une

mesure indiquant l'exposition ou la probabilité que des Juifs soient confrontés à une violence antisémite), la Suède obtient un score quatre fois supérieur à celui de la France. L'Allemagne et le Royaume-Uni se situent entre les deux (voir graphique 3).

Graphique 3 : Actes antisémites violents pour 1 000 Juifs (2005-2015), ajustés en fonction des différentes modalités de signalement



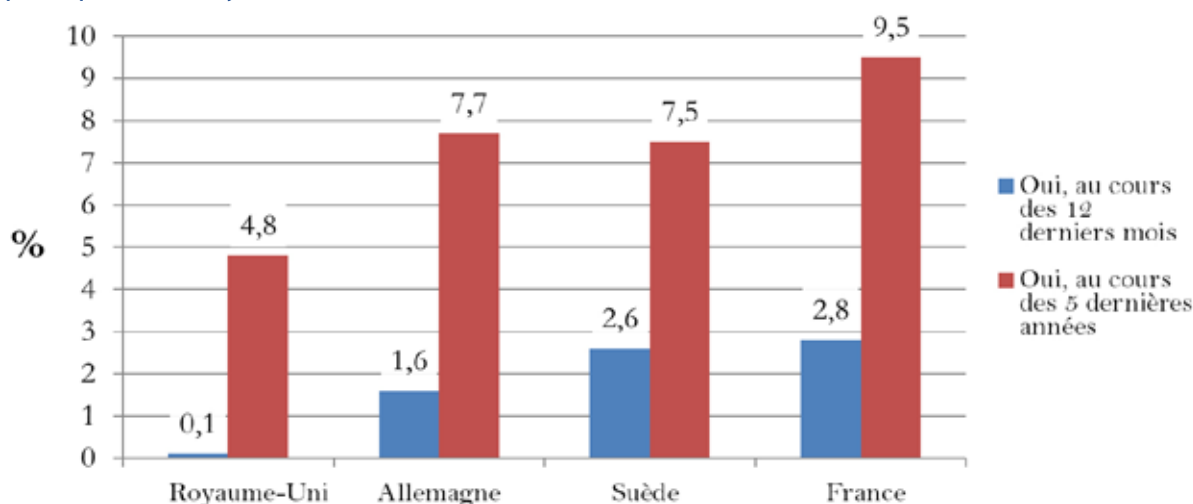
Sources : données compilées par l'auteur.

22. Voir Sergio DellaPergola, « World Jewish Population, 2013 », in Arnold Dashevsky et Ira M. Sheskin (dir.), *American Jewish Year Book 2013. The Annual Record of the North American Jewish Communities*, Springer, 2013, p. 279-358. Nous utilisons les chiffres de « population juive de base ».

Les Juifs suédois ont-ils réellement été quatre fois plus exposés à la violence antisémite que les Juifs français pendant la période 2005-2015 ? Une réserve importante doit être émise à ce stade en ce qui concerne la comparaison des actes antisémites signalés à la police. Bien que les chiffres aient été ajustés selon les différentes modalités de signalement, il subsiste un problème important dans la comparaison des données déclarées par la police, à savoir les différences dans les pratiques d'enregistrement et de catégorisation. En Suède, les autorités enregistrent les infractions de manière plus complète que dans d'autres pays. Les statistiques de la police suédoise donnent l'impression que la Suède est l'un des pays d'Europe les plus ravagés par la criminalité alors qu'en fait les enquêtes sur les victimes réfutent cette idée²³. Cette caractéristique propre aux statistiques sur la criminalité en Suède contribue probablement à expliquer la position de ce pays dans le graphique 3. Sans informations détaillées sur les pratiques d'enregistrement et de catégorisation des autorités dans les différents pays, nous ne pouvons que rester très sceptiques lors de l'analyse des comparaisons fondées uniquement sur les données de la police.

Considérons maintenant l'analyse d'un ensemble de données différent, à savoir l'enquête sur l'antisémitisme de la FRA menée en 2012 et déjà citée ici. Dans cette enquête, il a été demandé à des Juifs de France, du Royaume-Uni, d'Allemagne et de Suède s'ils avaient été victimes de violence antisémite au cours des douze derniers mois ou des cinq dernières années. Bien que les données de la FRA ne couvrent que la période 2008-2012, elles offrent une mesure alternative du niveau de violence antisémite dans ces pays. C'est un ensemble de données supplémentaires utiles qui permet de contrecarrer, confirmer et nuancer l'image issue des données fondées sur les incidents signalés. Comme le montre le graphique 4, la France obtient le score le plus élevé en termes d'expérience de la violence pour les douze derniers mois et les cinq dernières années, tandis que la Suède vient en deuxième position pour les douze derniers mois et en troisième pour les cinq dernières années. L'Allemagne occupe quant à elle la deuxième position en matière d'expérience de la violence pour les cinq dernières années. D'après les réponses à la question portant sur le fait d'avoir été témoin d'un acte antisémite violent au cours des douze derniers mois, la France arrive en première position, la Suède en deuxième et le Royaume-Uni est à peu près à égalité avec l'Allemagne (voir graphique 5).

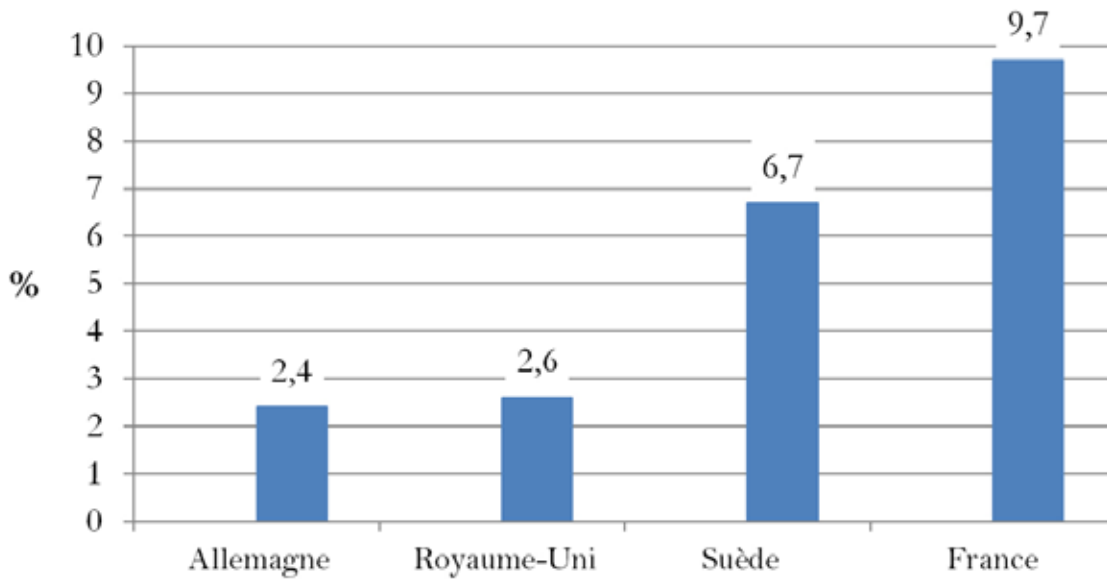
Graphique 4 : Au cours des douze derniers mois/cinq dernières années, avez-vous été physiquement agressé(e) parce que vous étiez juif(ve) ?



Sources : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and) ; Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center, juin 2016, p. 15 (kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

23. Voir Hanns von Hofer, « Sweden », in Graeme R. Newman, Marcelo F. Aebi et Véronique Jaquier (dir.), *Crime and Punishment around the World*, vol. 4, ABC-CLIO, 2010, p. 334.

Graphique 5 : Au cours des douze derniers mois, avez-vous été personnellement témoin d'une agression physique contre une personne parce qu'elle était juive ?

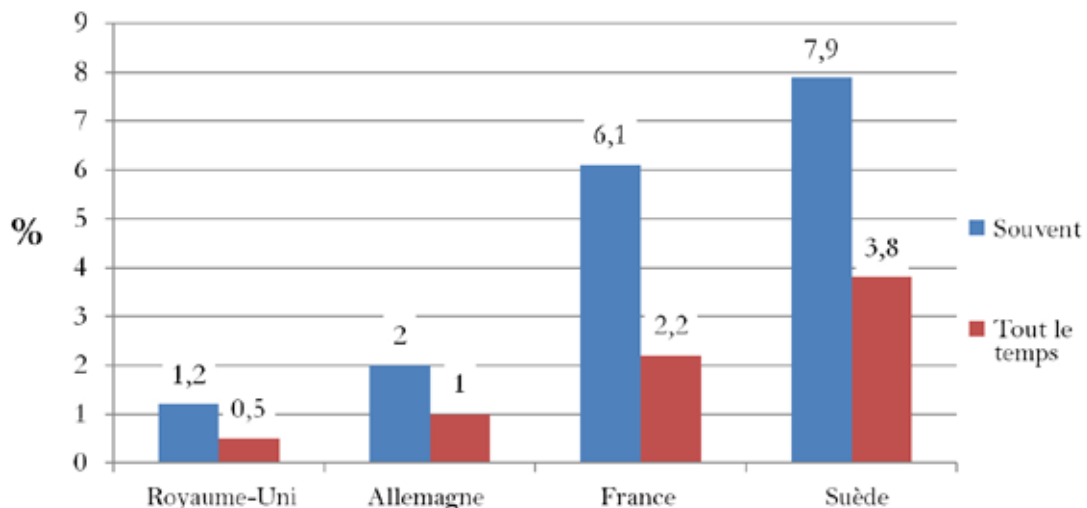


Sources : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and) ; Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center, juin 2016, p. 16 (kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

Il est également pertinent de prendre en compte les perceptions de l'insécurité et l'inquiétude liées à l'antisémitisme comme moyen indirect de mesurer le niveau d'exposition. Nous constatons que la Suède et la France ont un score très élevé

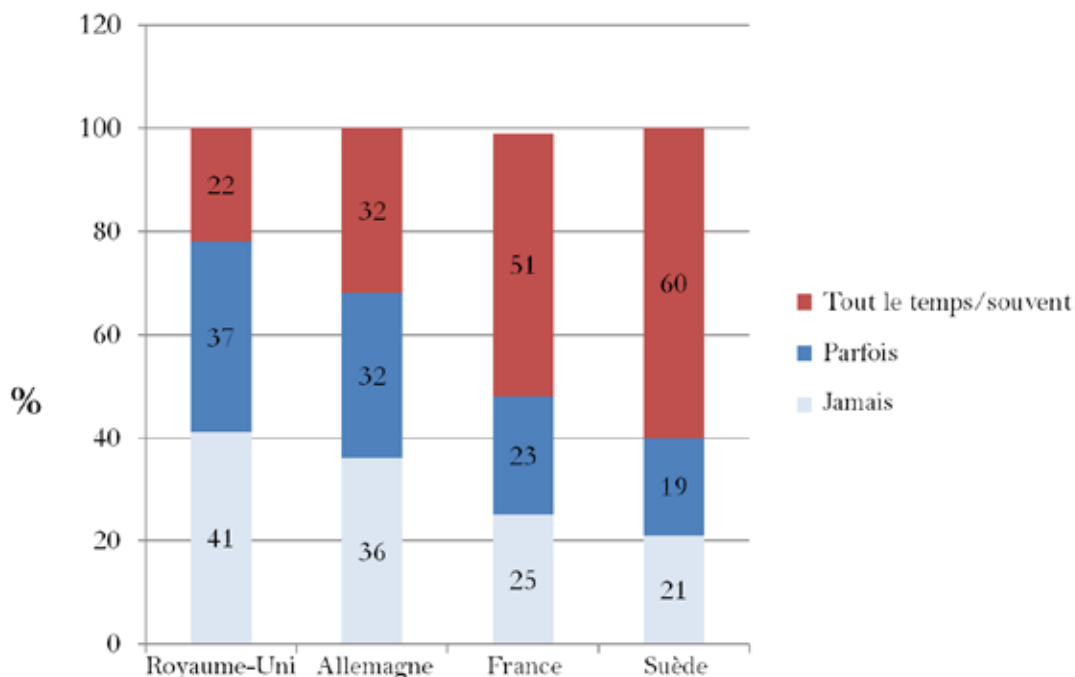
pour certaines questions liées à la sécurité (*voir graphiques 6 et 7*). Cela indique que les Juifs français et suédois sont plus exposés que les Juifs allemands et britanniques.

Graphique 6 : Dans quelle mesure évitez-vous de vous rendre à des événements ou sur des lieux juifs car, en tant que Juif, vous ne vous sentez pas en sécurité, que ce soit sur le lieu en question ou sur le trajet à parcourir ?



Sources : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and) ; Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center, juin 2016, p. 18 (kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

Graphique 7 : Vous arrive-t-il d'éviter de porter ou de montrer en public des signes permettant de vous identifier comme Juif ?

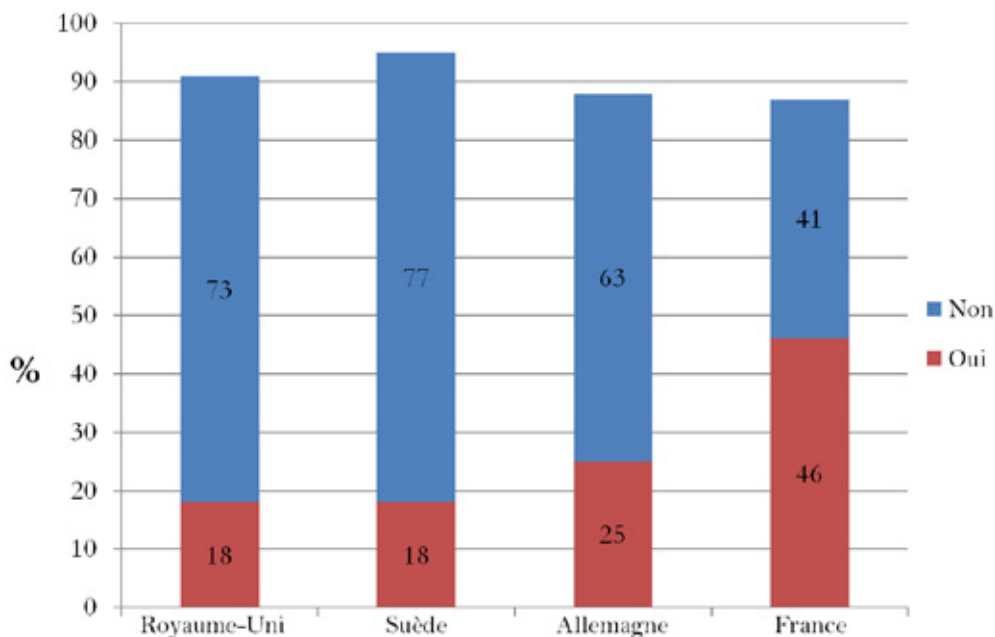


Sources : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and) ; Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center, juin 2016, p. 17 (kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

Toutefois, les réponses à d'autres questions sur la sécurité et l'inquiétude laissent une impression quelque peu différente. En effet, la France obtient un score bien supérieur à celui des autres pays lorsqu'il est question d'envisager l'émigration, la crainte d'être agressé physiquement et

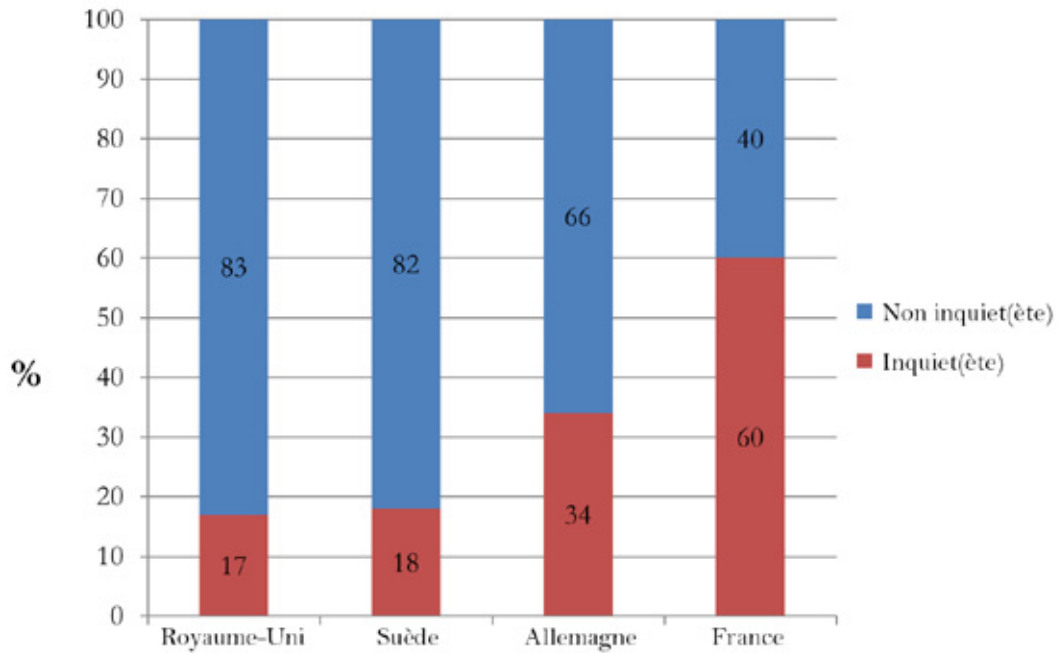
l'antisémitisme comme un problème majeur dans le pays (voir graphiques 8 à 10). Notez que, sur ces trois questions, c'est l'Allemagne, et non la Suède comme pouvaient le suggérer les graphiques 6 et 7, qui arrive en deuxième position.

Graphique 8 : Au cours des cinq dernières années, avez-vous envisagé d'émigrer du pays dans lequel vous vivez car vous ne vous sentez pas en sécurité en tant que Juif ?



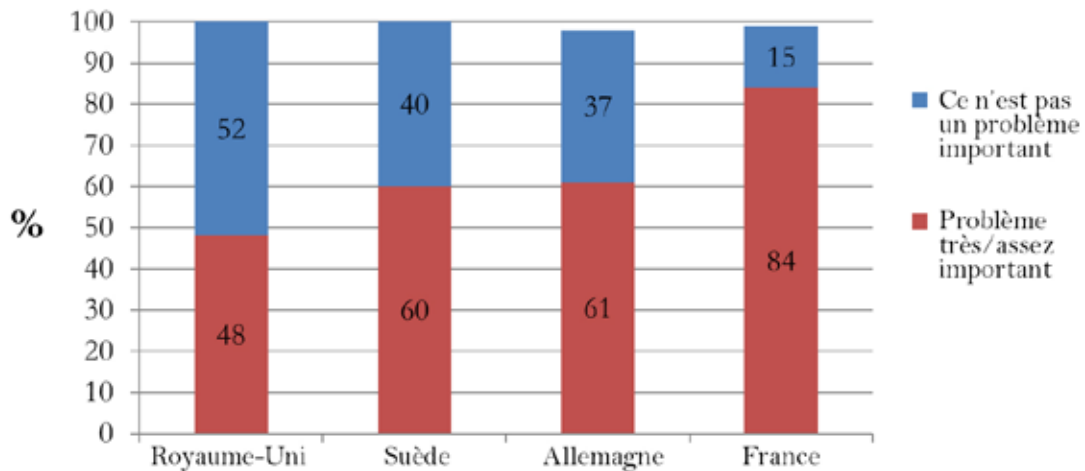
Source : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and).

Graphique 9 : Dans quelle mesure craignez-vous d'être agressé(e) physiquement dans la rue ou dans tout autre endroit public de votre pays au cours des douze prochains mois parce que vous êtes Juif(ve) ?



Source : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and).

Graphique 10 : Selon vous, quelle est l'importance du problème, s'il en est un, de l'antisémitisme dans votre pays aujourd'hui ?



Source : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and).

En résumé, nous voyons que les résultats de l'enquête de la FRA remettent en question les chiffres fondés sur les incidents signalés concernant l'exposition apparemment faible des Juifs français (voir graphique 3). Dans le même temps, les données de la FRA semblent confirmer que les Juifs du Royaume-Uni sont moins exposés que ceux des trois autres pays. Les résultats pour la Suède et l'Allemagne sont moins nets. La Suède figure en deuxième position, légèrement après à la France, pour certaines questions relatives à l'exposition et la sécurité (voir graphiques 4 à 7) mais, pour d'autres questions, c'est l'Allemagne

qui arrive en deuxième position. Une explication possible du niveau élevé d'inquiétude observé chez les Juifs français est que la France a subi des incidents plus graves que les autres pays. Sur les quatre pays, la France est le seul où des incidents ont entraîné la mort. L'attentat de 2012 à Toulouse dans lequel trois enfants juifs ont été tués ne s'est produit que quelques mois avant la réalisation de l'enquête de la FRA, ce qui explique le fort sentiment d'insécurité chez les Juifs français, comme le montrent les graphiques 8 et 9²⁴.

24. Voir *Technical report: FRA survey...*, op. cit., p. 32.

Norvège

En Norvège, 10 actes antisémites violents ont été répertoriés pour la période 2005-2015. On pourrait penser que ce chiffre est faible, mais la Norvège est un petit pays avec une petite minorité juive (environ 1 300 personnes). Plus le groupe de victimes potentielles est réduit, plus les incidents, même en faible nombre, peuvent être perçus comme graves. Comme dans d'autres pays européens, il existe des preuves selon lesquelles certains Norvégiens de confession juive dissimulent leur appartenance à cette communauté dans certaines circonstances, mais nous connaissons actuellement peu les raisons de ce comportement et dans quelle mesure il est répandu²⁵. Le Centre norvégien d'études de l'Holocauste réalise actuellement une enquête sur l'antisémitisme (achèvement prévu pour fin 2017), qui fournira plus d'informations sur cette question et sur l'exposition des Juifs norvégiens à l'antisémitisme en général.

Danemark

Au Danemark, 20 actes antisémites violents ont été répertoriés au total pour la période 2005-2015. Outre la France, le Danemark est le seul pays de notre panel dans lequel un meurtre s'est produit : en février 2015, un gardien de sécurité juif a été tué lors des attentats contre le Krudttønden et contre une synagogue à Copenhague. Avant cet incident, plusieurs signes suggéraient déjà que beaucoup de Juifs danois se sentaient obligés de dissimuler leur identité juive en public²⁶.

Russie

La Russie se distingue nettement par un nombre très faible d'incidents enregistrés comme étant des actes antisémites violents proportionnellement à l'importance de sa population juive (environ 190 000). En effet, 33 incidents ont été constatés pour la période 2005-2015. Nous devons supposer qu'un certain nombre d'incidents n'ont pas été relevés par les médias et donc n'ont pas

été enregistrés dans la base de données du Centre SOVA. Cela dit, selon Aleksandr Verkhovsky, responsable du Centre SOVA, le niveau de violence antisémite en Russie est nettement inférieur à celui des pays d'Europe de l'Ouest²⁷. Il faut également noter qu'aucun rapport indiquant que les Juifs russes se sentiraient contraints de dissimuler leur identité en public n'a été trouvé. Au contraire, être Juif est de toute évidence devenu « tendance » au sein de la jeunesse moscovite²⁸.

Les auteurs de violences antisémites

France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède

Que savons-nous des individus qui commettent des actes antisémites violents ? Dans l'enquête de la FRA, les personnes questionnées en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Suède ayant déclaré avoir été exposées à la violence et à de graves menaces ont été interrogées sur les auteurs de ces actes. Les résultats (*voir graphique 11*) indiquent que les extrémistes de droite, souvent associés à l'antisémitisme, sont en fait clairement minoritaires. La plupart du temps, dans les quatre pays étudiés, les répondants perçoivent le ou les auteurs comme étant des « extrémistes musulmans ». Il est également intéressant de noter qu'en France, en Suède et au Royaume-Uni (mais pas en Allemagne), l'auteur de ces violences est plus souvent perçu comme étant de gauche que de droite.

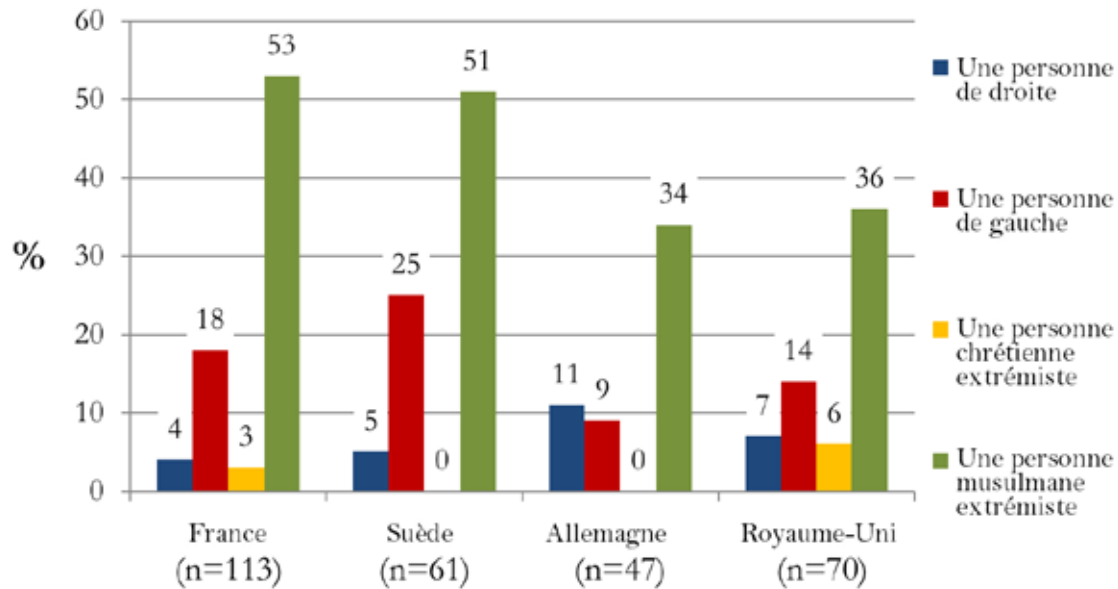
25. Voir Cora Alexa Døving et Vibeke Moe, « *Det som er jødisk* » [« Le sens du judaïsme »] – *Identiteter, historiebevissthet og erfaringer med antisemittisme*, HL-senteret, 2014, p. 60-64 (www.hlsenteret.no/publikasjoner/det-som-er-jodisk.html) ; Kjell T. Barøy, « Norske jøder har fått drapstrusler », NTB, 1er avril 2002 ; Hanne Eide Andersen et Janne Møller-Hansen, « Jødehets mot norske barn », *VG*, 12 août 2002 ; Kjetil Østli, « Det er typisk jødisk å være redd », *Aftenposten*, 21 février 2004 ; Monica Csango, « Skremt til stillhet », *Aftenposten*, 27 janvier 2014 ; Suzanne Aabel, « Jødenes kreftsvulst », *VG*, 25 juillet 2014.

26. Yvette Espersen, « Som jøde i Danmark må man i dag skjule sin identitet... », *denkorteavis.dk*, 13 février 2013 (dev.denkorteavis.dk/2013/som-jode-ma-man-skjule-sin-identitet-i-danmark-i-dag/) ; Hanne Kristin Pedersen, « Ber danske jøder skjule davidsstjernen og gjemme kalotten », *dagen.no*, 14 décembre 2012 (www.dagen.no/Utenriks/Ber_danske_joeder_skjule_davidsstjernen_og_gjemme_kalotten-5143) ; Bente Clausen, « Jøder skjuler deres tro », *kristeligt-dagblad.dk*, 21 septembre 2015 (www.kristeligt-dagblad.dk/kirke-tro/joeder-skjuler-deres-tro).

27. Entretien personnel avec Aleksandr Verkhovsky, 1^{er} janvier 2016.

28. Voir « В Москве модно быть евреем », *medialeaks.ru*, 8 novembre 2013 (<http://medialeaks.ru/sovershenno-nedavno-vse-bylo-inache>).

Graphique 11 : En repensant à un incident où quelqu'un vous a agressé ou menacé de telle façon que vous avez été effrayé(e) parce que vous êtes Juif(ve), quel est selon vous le profil de cette personne ?



Sources : European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Discrimination et crimes de haine à l'égard des personnes juives dans les États membres de l'UE : expériences et perceptions de l'antisémitisme*, novembre 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and) ; Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center, juin 2016, p. 31 (kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

Il est notoire qu'en France des individus de culture musulmane arabe ont été responsables d'une grande partie des actes antisémites violents. En mars 2002, le journaliste norvégien Tove Gravdal avait déjà rendu compte d'un antisémitisme croissant en France et avait établi le lien entre les incidents et le conflit israélo-palestinien : « Lorsque la deuxième Intifada des Palestiniens a éclaté le 28 septembre 2000, elle a mis le feu aux poudres en France. Les jeunes Français d'origine arabe se sont mobilisés pour la cause palestinienne et ont transformé les Juifs français en symboles d'Israël, lançant une vague d'attaques contre des cibles juives²⁹. » Des chercheurs ayant étudié le phénomène confirment également le rôle important des musulmans franco-arabes dans l'antisémitisme en France au cours des quinze dernières années³⁰.

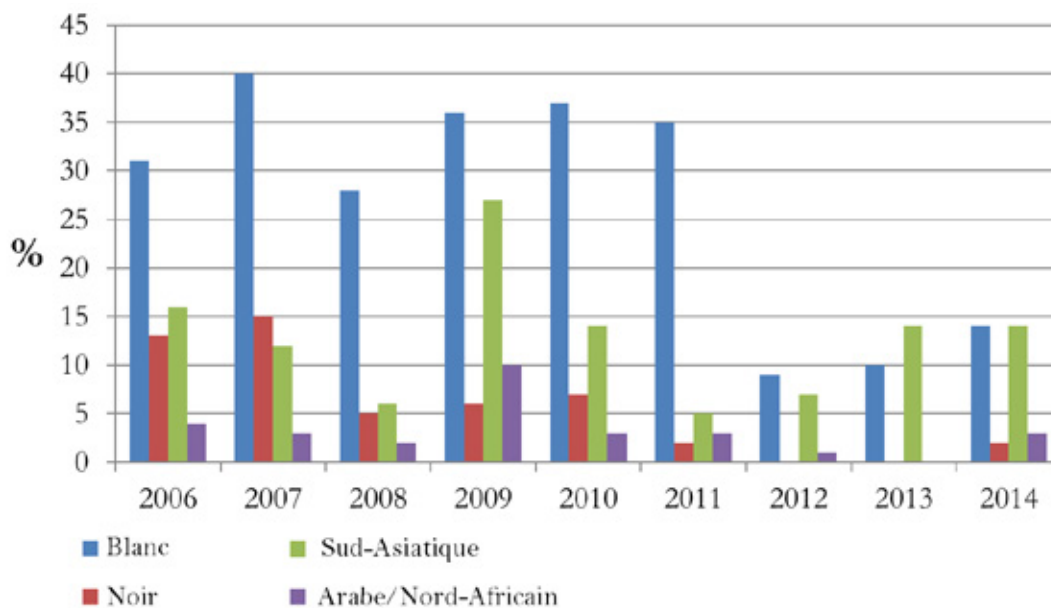
Pour le Royaume-Uni, nous pouvons comparer les résultats de l'enquête de la FRA cités dans le graphique 8 avec les données obtenues auprès du CST. Les chiffres du CST reflètent la perception des victimes vis-à-vis de l'origine ethnique de l'auteur d'un incident (une description de l'origine ethnique des auteurs a été fournie pour 30 à 50 % des incidents) (voir graphique 12). Les chiffres semblent confirmer la représentation disproportionnée des personnes originaires de pays musulmans : ainsi, alors que les Blancs britanniques, largement majoritaires dans leur pays, représentent 55 % des auteurs, le reste, soit 45 %, est le fait d'individus membres de communautés minoritaires issus de pays d'Asie du Sud, d'Afrique et du monde arabe. Les rapports du CST attirent l'attention sur l'impact du conflit israélo-palestinien, en indiquant que la part des auteurs « non Blancs » augmente généralement après des « événements déclencheurs » au Moyen-Orient³¹.

29. Tove Gravdal, « Jødehets på fremmarsj i Frankrike », *Aftenposten*, 1^{er} mars 2002.

30. Voir notamment Marc Knobel, *Haine et violences antisémites. Une rétrospective : 2000-2013*, Berg International, 2013, et Günther Jikeli, *European Muslim Antisemitism. Why Young Urban Males Say They Don't Like Jews*, Indiana University Press, 2015, p. 36.

31. Consulter les rapports CST des années 2009, 2010 et 2013 (disponibles sur <http://cst.org.uk>).

Graphique 12 : Royaume-Uni : origine des auteurs des actes antisémites violents (2006-2014)



Source : CST.

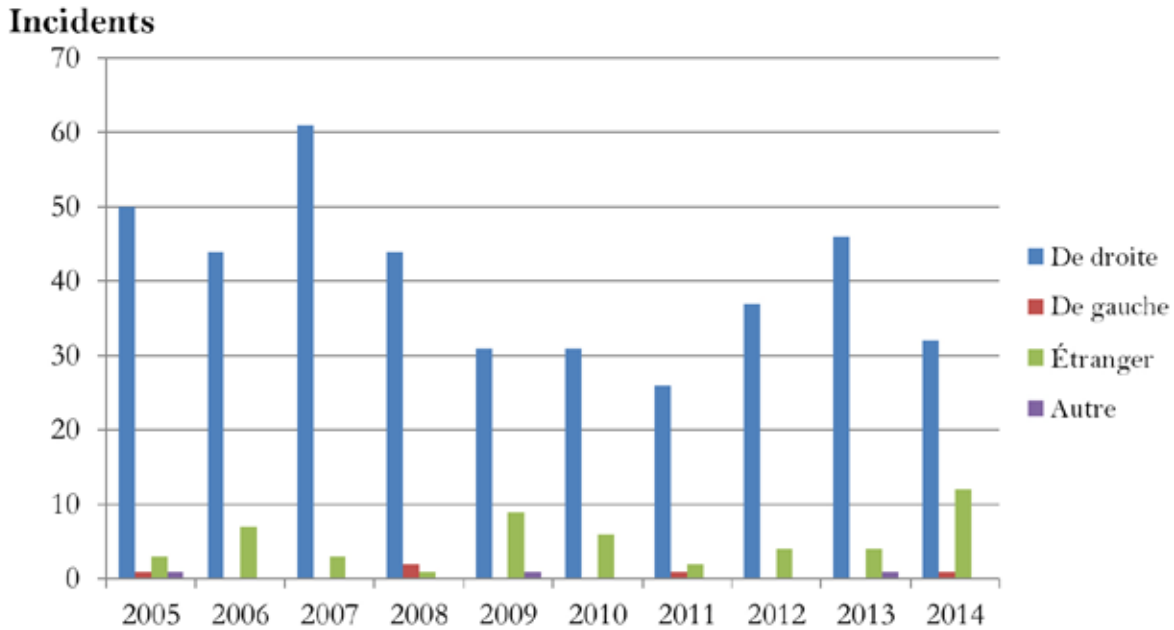
Pour l'Allemagne, nous avons également comparé l'étude de la FRA avec d'autres données. On observe une divergence frappante lorsque nous comparons les perceptions des répondants allemands à l'égard des auteurs avec les données de la police allemande sur les mobiles des agresseurs. Contrairement à l'enquête de la FRA, les statistiques de la police allemande suggèrent que les auteurs d'extrême droite commettent la majorité des actes de violence (voir graphique 13). Comment peut-on l'expliquer ? Il se peut que la part des auteurs classés à droite soit en fait plus grande que celle indiquée dans les résultats de l'enquête de la FRA. Il peut également y avoir un problème de catégorisation. Il est possible que la police allemande considère l'antisémitisme comme un type d'idéologie de droite et classe donc la plupart des agressions antisémites comme étant de droite, sans considérer l'origine ethnique ou religieuse de l'auteur.

Un autre problème est la nature des incidents violents qui sont classés par les autorités allemandes comme anti-israéliens et non comme antisémites. En 2014, la police allemande a enregistré 91 incidents violents anti-israéliens (dont la plupart ont été perpétrés par des « étrangers »)³². L'un d'eux, dont le classement est controversé, était une attaque à la bombe contre une synagogue³³. La question est de savoir combien d'autres incidents « anti-israéliens » devraient être considérés comme des actes antisémites. Des recherches supplémentaires seraient nécessaires pour y répondre.

32. Günther Jikeli, « Wir brauchen Taten statt Worte », tagesspiegel.de, 1^{er} juillet 2015 (www.tagesspiegel.de/politik/kampf-gegen-antisemitismus-wir-brauchen-taten-statt-worte/11993880.html).

33. Sarah Wildman, « German court rules that firebombing a synagogue is not anti-Semitic », vox.com, 13 janvier 2017 (www.vox.com/world/2017/1/13/14268994/synagogue-wuppertal-anti-semitism-anti-zionism-anti-israel).

Graphique 13 : Allemagne : caractéristiques des auteurs présumés des actes antisémites violents signalés (2005-2014)



Source : FRA 2015/Bundeskriminalamt.

Concernant la Suède, les rapports officiels fournissent peu d'informations sur les mobiles et les origines des auteurs. Les rapports publiés par le Brå suggèrent que seule une minorité d'incidents est associée à l'extrême droite, ce qui correspond aux résultats de l'enquête de la FRA. Par exemple, en 2005, 5 des 35 crimes de haine antisémites signalés dans la catégorie *brott mot* (« actes à l'encontre d'individus ») pourraient être liés à l'idéologie d'extrême droite. Le Brå ne dit rien sur les 30 autres incidents³⁴. Entre 2008 et 2013, les symboles et les discours d'extrême droite ont constitué 26 et 37 % des cas de haine antisémites signalés. Mais, même dans ces cas, comme l'a souligné le Brå, l'utilisation de la croix gammée et de symboles similaires ne signifie pas nécessairement que l'auteur soit un sympathisant d'extrême droite « classique ». Donc, si seulement une faible proportion d'auteurs est constituée d'extrémistes de droite, qui sont les autres ? Le Brå fournit peu d'informations concrètes sur la question mais donne une piste dans le rapport de 2013 : « Au lieu de cela [de l'extrémisme de droite], il est aujourd'hui plus courant que les expressions de l'antisémitisme soient liées, par exemple, aux conflits au Moyen-Orient et, surtout, au conflit israélo-palestinien³⁵. » Une interprétation plausible de cette affirmation serait

que les personnes provenant des pays du Moyen-Orient et musulmans sont à l'origine de la plupart des incidents, ce qui correspondrait aux résultats de l'enquête de la FRA. De plus, des enquêtes fondées sur des entretiens avec des Juifs suédois et des policiers chargés d'enquêter sur les crimes de haine corroborent généralement cette hypothèse³⁶, de même que plusieurs rapports journalistiques³⁷.

Norvège

Le peu d'informations disponibles sur les auteurs en Norvège donne une impression générale proche du cas suédois, où les individus issus de pays musulmans et/ou les extrémistes de gauche semblent prédominer. Dans une étude de 2014, 10 répondants juifs sur 21 ont mentionné avoir personnellement subi l'antisémitisme de musulmans et la moitié d'entre eux ont été victimes

34. Tove Sporre, *Hatbrott 2005*, Brottsförebyggande rådet, 2006, p. 26 (www.bra.se/download/18.cba82f7130f475a2f1800010613/2006_hatbrott_2005.pdf).

35. Voir Carina Djärv, Nina Forselius et Anna Frenzel, *Hatbrott 2013*, Brottsförebyggande rådet, 2014, p. 72 (www.bra.se/download/18.3a6ad56314700900bc155c/1408536192247/2013_14_Hatbrott_2013.pdf).

36. Voir Charlotte Hedelin, « Den moderna antisemitismen: Varför har Malmö så många antisemitiska hatbrott? », Lund University, 2015 (<http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/5426279>), ou Berit Wigerfelt et Anders S. Wigerfelt, « Att leva med antisemitism. Ny studie av situationen i Malmö », skma.se, 25 mars 2015 (<http://skma.se/blogg/2015/03/berit-wigerfelt-och-anders-s-wigerfelt-att-leva-med-antisemitism-ny-studie-av-situationen-i-malmo/>).

37. Voir, par exemple, Donald Snyder, « For Jews, Swedish City Is a 'Place To Move Away From' », *forward.com*, 7 juillet 2010 (<http://forward.com/news/129233/for-jews-swedish-city-is-a-place-to-move-away-f/>) ; « Skandinaviens Juden fühlen sich nicht mehr sicher », *diepresse.com*, 16 mars 2010 (<http://diepresse.com/home/politik/aussenpolitik/546769/Skandinaviens-Juden-fuehlen-sich-nicht-mehr-sicher>) ; Halvor Tjønn, « Jødehatet har dukket frem i Malmö », *aftenposten.no*, 12 octobre 2011 (www.aftenposten.no/article/ap-227912b.html) ; Nick Meo, « Jews leave Swedish city after sharp rise in anti-Semitic hate crimes », *telegraph.co.uk*, 21 février 2010 (www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/sweden/7278532/Jews-leave-Swedish-city-after-sharp-rise-in-anti-Semitic-hate-crimes.html).

de violence³⁸. En 2004, Christine Mohn, alors directrice de l'Association norvégienne contre l'antisémitisme, a déclaré : « Le harcèlement provient en grande partie de musulmans et d'extrémistes de gauche³⁹. » En juillet 2006, un homme juif aurait été agressé à Oslo par un groupe d'hommes arabes⁴⁰. En septembre de la même année, un islamiste radical a tiré plusieurs rafales d'arme automatique sur la synagogue d'Oslo. En janvier 2009, une attaque antisémite s'est produite à Oslo lors de la manifestation de soutien à Gaza. Les témoins ont décrit les auteurs comme paraissant être originaires du Moyen-Orient⁴¹. En 2010, la Norwegian Broadcasting Corporation a publié une histoire sur l'antisémitisme dans les écoles d'Oslo, dans laquelle les enseignants et les parents juifs décrivent les problèmes que les élèves juifs rencontrent à l'école avec de nombreux élèves d'origine musulmane, faisant état de harcèlement verbal et parfois physique⁴².

Danemark

Dans les rapports sur le Danemark, les auteurs d'actes antisémites sont parfois décrits de manière explicite, notamment concernant leur origine ethnique présumée. Dans les cas impliquant des agressions violentes contre les Juifs, les auteurs sont généralement décrits comme des garçons ou des hommes « d'apparence arabe », « Palestiniens », « du Moyen-Orient » ou « musulmans ». Dans certains cas, les auteurs sont décrits comme étant d'origine « ethnique danoise » ou « inconnue ».

Les représentants de la communauté juive du Danemark pensent que les auteurs sont le plus souvent des individus d'origine musulmane et/ou arabe : « Les réfugiés et immigrants palestiniens sont en fait les pires. Ils expriment leur haine en rejetant la faute de ce qui se passe au Moyen-Orient sur de jeunes Danois qui n'ont jamais mis les pieds en Israël », a ainsi déclaré en 2012 Bent Blüdnikow, de la communauté religieuse Mosaïc⁴³.

38. Cora Alexa Døving et Vibeke Moe, *op. cit.*, p. 96 (note 37) ; entretien personnel avec Vibeke Moe, 2 janvier 2017.

39. Kjetil Østli, *art. cit.*

40. Hilde Røiseland, « Ber norske jøder passe seg », *nrk.no*, 20 juillet 2006 (www.nrk.no/ostlandssendingen/ber-norske-joder-passe-seg-1.748380).

41. Harald S. Klungtveit, « Ta ham! Jævla jøde! », *dagbladet.no*, 9 janvier 2009 (www.dagbladet.no/a/65301227) ; communication personnelle avec Harald S. Klungtveit, 3 mars 2017.

42. Tormod Strand, « – Lærerne tør ikke å ta tak », *nrk.no*, 14 mars 2010 (www.nrk.no/norge/--norsk-unnfallenhet-over-jodehat-1.7038008).

43. Jon Magnus, « 37 jøder angrepet i Danmark », *vg.no*, 28 décembre 2012 (http://pluss.vg.no/2012/12/28/1072/1072_20316691).

Russie

À la différence des pays d'Europe de l'Ouest, en Russie, les auteurs d'incidents antisémites sont exclusivement décrits comme des extrémistes de droite (des néonazis et des skinheads). Bien que la Russie compte la plus grande communauté musulmane d'Europe (entre 15 et 20 millions), nous n'avons identifié aucun cas d'auteurs signalés comme étant musulmans ou assimilés. Ces conclusions contredisent celles de l'étude de 2008 qui prévoyait une montée en puissance de la violence antisémite dans les pays ayant des populations juive et musulmane importantes⁴⁴. La Russie compte plus de Juifs et de musulmans que la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, et pourtant le nombre d'incidents de violence antisémite y est inférieur à tous points de vue.

Les enquêtes sur les opinions

Comme nous l'avons vu plus haut, les données disponibles en Europe de l'Ouest suggèrent que les individus provenant de pays musulmans prédominent parmi les auteurs d'actes antisémites violents. Si tel était le cas, on pourrait s'attendre à trouver chez les musulmans d'Europe de l'Ouest des niveaux d'attitudes antisémites supérieurs à ceux de la population générale. Plusieurs enquêtes sur les attitudes, à la fois comparatives et spécifiques aux pays, suggèrent que c'est en effet le cas.

Selon une étude sur les attitudes portant sur cinq groupes d'immigrés danois (originaires de Turquie, du Pakistan, de Somalie, de Palestine et d'ex-Yougoslavie) fondée sur des données recueillies par Statistics Denmark en 2004⁴⁵, les attitudes antijuives se sont révélées plus répandues chez les immigrés musulmans que chez les chrétiens (en prenant en compte l'âge, le sexe, l'éducation, le revenu et la marginalisation socio-culturelle). L'étude a également révélé, toutes choses égales par ailleurs, que les Palestiniens étaient plus antisémites que les autres groupes, ce qui indique le rôle occupé par le conflit israélo-palestinien à cet égard. Un autre facteur important est le niveau de religiosité des personnes interrogées (quelle

44. Robert B. Smith, « A Globalized Conflict: European Anti-Jewish Violence during the Second Intifada », *Quality & Quantity*, vol. 42, n° 2, avril 2008, p. 135-180.

45. Peter Nannestad, « Frø af ugræs? Antijødiske holdninger i fem ikke-vestlige invandrergrupper i Danmark », in Tonny B. Knudsen, Jørgen D. Pedersen et Georg Sørensen (dir.), *Danmark og de fremmede: om mødet med den arabisk-muslimske verden*, Hans Reitzels Forlag, 2009, p. 43-62.

que soit la religion), qui a influencé les attitudes antisémites presque autant que la religion du répondant. Le niveau élevé de religiosité des répondants musulmans a donc été un facteur clé pour expliquer le niveau élevé d'antisémitisme chez les musulmans. Mais la variable statistique la plus parlante s'est révélée être l'attitude générale des répondants vis-à-vis des individus n'appartenant pas à leur propre groupe : plus l'intolérance à l'égard d'autrui était importante, plus les attitudes antisémites étaient répandues. Autrement dit, le fait que les répondants musulmans présentent plus souvent des attitudes antisémites reflète largement leur plus grande intolérance à l'égard des non-musulmans. Étant donné que cette conclusion est également valable pour d'autres échantillons, l'étape logique suivante de la recherche à venir sur l'antisémitisme devrait être de se demander pourquoi certains groupes se montrent plus intolérants que d'autres à l'égard de ceux qui n'appartiennent pas à leur groupe. Une étude sur les attitudes des élèves suédois du secondaire supérieur envers les Juifs, fondée sur des données recueillies en 2003 et 2009, a révélé que les répondants de confession musulmane présentaient les plus hauts niveaux d'antisémitisme. L'étude a également révélé qu'entre 2003 et 2009, les attitudes antisémites restaient stables chez les Suédois en général, mais augmentaient chez les jeunes musulmans⁴⁶. Une autre étude sur les attitudes des jeunes Suédois, menée par The Living History Forum en 2010, a révélé que 19 % de l'ensemble des élèves avaient des attitudes clairement négatives à l'égard des Juifs et que cette proportion grimpeait à 55 % chez les élèves musulmans⁴⁷.

Les résultats du Danemark et de la Suède sont confirmés par plusieurs enquêtes similaires sur les attitudes menées dans d'autres pays européens dans la mesure où les répondants musulmans ont exprimé un niveau élevé d'antisémitisme. Un article de Günther Jikeli dresse un aperçu de ces études. L'auteur a étudié plusieurs enquêtes sur les attitudes en matière d'antisémitisme en Europe et a constaté que les attitudes antisémites étaient beaucoup plus répandues chez les musulmans que chez les non-musulmans. En outre, les enquêtes montrent (dans la lignée de l'étude danoise mentionnée ci-dessus) que les attitudes antisémites sont plus répandues chez les musulmans les plus

pratiquants, en particulier chez ceux ayant une interprétation fondamentaliste de leur religion⁴⁸. Une autre conclusion intéressante est que le niveau élevé d'attitudes antisémites chez les musulmans ne peut pas s'expliquer par des différences en matière de niveau d'éducation, de revenu, d'âge, de sexe ou de discrimination perçue⁴⁹.

L'étude la plus récente a été publiée par l'institut de sondage ICM du Royaume-Uni et a été réalisée au printemps 2015. Les répondants étaient d'une part, des musulmans britanniques et d'autre part, un échantillon de la population britannique en tant que groupe témoin. L'enquête a révélé que les musulmans britanniques obtenaient des scores deux à quatre fois supérieurs à ceux de la population en général concernant plusieurs déclarations antisémites. Par exemple, 6 % des Britanniques ont estimé que « les Juifs sont responsables de la plupart des guerres dans le monde » contre 26 % pour les musulmans britanniques. Ce sondage montre qu'il n'y a pas de lien entre l'antisémitisme et la classe sociale ou le chômage⁵⁰.

L'enquête de la FRA a mis en évidence qu'en France, en Suède et au Royaume-Uni les auteurs d'incidents antisémites étaient perçus comme étant de gauche plus souvent que de droite. Malgré le manque de données pour corroborer ce résultat, les enquêtes sur les attitudes suggèrent que l'antisémitisme est particulièrement répandu chez les personnes les plus hostiles à Israël. Une étude de 2006 fondée sur les données d'un sondage (5 000 personnes interrogées dans 10 pays européens) a montré que plus de la moitié des répondants exprimant les formes les plus radicales d'opposition à Israël expriment aussi des opinions antisémites⁵¹. Une enquête réalisée en Norvège en 2012 confirme l'existence de ce lien⁵².

48. En 2014, à la Fondation pour l'innovation politique, en partenariat avec AJC et avec l'Ifop, nous avons mené une étude sur le cas français. Ses résultats confirment l'existence d'une relation entre le niveau de pratique de la religion musulmane et la propension à exprimer des préjugés antisémites. Voir Dominique Reynié et Simone Rodan-Benzaquen, *L'Antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages*, Fondation pour l'innovation politique/AJC, novembre 2014 (www.fondapol.org/etude/lantisemitisme-dans-lopinion-publique-francaise-nouveaux-eclairages/).

49. Günther Jikeli, *Antisemitic Attitudes among Muslims in Europe: A Survey Review*, ISGAP Occasional Paper n° 1, mai 2015 (isgap.org/wp-content/uploads/2015/05/Jikeli_Antisemitic_Attitudes_among_Muslims_in_Europe1.pdf).

50. Pour consulter un récapitulatif, voir « ICM Muslims survey for Channel 4 », icmunlimited.com, 11 avril 2016 (www.icmunlimited.com/polls/icm-muslims-survey-for-channel-4/), et « British Muslims and Antisemitism », antisemitism.uk, 12 avril 2016 (<https://antisemitism.uk/british-muslims/>).

51. Edward H. Kaplan and Charles A. Small, « Anti-Israel Sentiment Predicts Anti-Semitism in Europe », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 50, n° 4, août 2006, p. 548-561.

52. Centre d'études de l'Holocauste et des minorités religieuses, *Antisemitism in Norway? The Attitudes of the Norwegian Population Towards Jews and Other Minorities*, mai 2012, p. 70 (www.hlsenteret.no/publikasjoner/antisemitism-in-norway-web.pdf).

46. Pieter Bevelander et Mikael Hjerm, « The religious affiliation and anti-Semitism of secondary school-age Swedish youths: an analysis of survey data from 2003 and 2009 », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 38, n° 15, décembre 2015, p. 2705-2721.

47. Forum för levande historia, Den mångtydiga intoleransen. *En studie av gymnasieungdomars attityder läsåret 2009/2010*, 2010, tableaux 3.1 à 7.1, p. 81-93 (www.levandehistoria.se/sites/default/files/material_file/den-mangtydiga-intoleransen-rapport.pdf).

Conclusion

La pénurie de données comparables et le manque d'études systématiques nous empêchent d'avoir une image à la fois globale et claire de la violence antisémite dans l'Europe d'aujourd'hui. En dépit d'une profonde méconnaissance du phénomène, les données étudiées dans la présente note permettent néanmoins de tirer quelques conclusions provisoires.

Le nombre d'incidents violents enregistrés a considérablement augmenté à partir de l'année 2000. Il reste supérieur à celui constaté dans les années 1990. La période 2005 à 2015 ne fait pas apparaître de tendance significative à la hausse ou à la baisse. La hausse enregistrée par rapport aux années 1990 a coïncidé avec les tensions croissantes dans le conflit israélo-palestinien, marqué en 2000 par le début de la deuxième Intifada. Néanmoins, le lien entre les événements au Moyen-Orient et les actes de violence contre les Juifs en Europe demeure incertain. Tout d'abord, l'augmentation du nombre d'attaques signalées contre les Juifs ne correspond pas toujours avec une intensification du conflit au Moyen-Orient. Ensuite, bien que certaines attaques contre des Juifs en Europe se produisent à la suite d'événements au Moyen-Orient, il n'y a pas de lien direct de causalité entre les actions du gouvernement israélien et les attaques ultérieures contre les Juifs en Europe. Les opinions antisémites et la propension à la violence sont probablement des conditions nécessaires au déclenchement de telles attaques. Autrement dit, en Europe occidentale, les événements qui ont lieu au Moyen-Orient fournissent aux individus ayant déjà des opinions antisémites et déjà enclins à la violence l'occasion d'attaquer des Juifs.

Il reste à savoir dans quelle mesure les Juifs des quatre pays pour lesquels nous disposons de données que nous pouvons rendre comparables (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède) sont exposés à la violence antisémite. Pour l'évaluer, nous avons analysé le ratio nombre d'incidents signalés/personne de confession juive (avec des ajustements permettant de compenser les différences nationales en termes de modalités de signalement), puis le niveau de violence antisémite subie par les membres de la communauté juive et enfin les perceptions du niveau d'insécurité causée par l'antisémitisme. Les données souffrent d'évidentes limites : la comparabilité des informations fournies par la police est gênée par les différences de pratiques d'enregistrement et de catégorisation d'un pays à l'autre ; les données rapportées par les personnes exposées

à des incidents antisémites proviennent d'une seule enquête dont l'échantillon de répondants n'avait pas été constitué de manière aléatoire⁵³. Nous avons besoin de davantage de données de meilleure qualité – en particulier d'enquêtes plus nombreuses – pour obtenir une image plus précise. Cela dit, une évaluation globale des données disponibles suggère que les Juifs français apparaissent beaucoup plus exposés que les Juifs allemands, suédois et britanniques. Selon le critère pris en compte, la Suède ou l'Allemagne occupent le deuxième rang, tandis que le Royaume-Uni se classe en dernière position.

Même si les données des incidents en Russie ne sont pas strictement comparables, nous pouvons dire que l'exposition à la violence antisémite des Juifs en Russie est nettement inférieure à celle des pays d'Europe de l'Ouest.

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, les données de l'enquête de la FRA ainsi que plusieurs autres rapports suggèrent que les individus, généralement des hommes jeunes, issus de pays musulmans, prédominent parmi les auteurs d'actes antisémites violents. Il faut toutefois noter que la violence à caractère antisémite n'est pas nécessairement plus importante dans les pays où les musulmans et les Juifs sont nombreux. La Russie a la plus grande population musulmane d'Europe et la troisième plus grande population juive du continent, mais, comme nous l'avons dit, les actes antisémites violents y sont moins fréquents qu'en Europe de l'Ouest. En outre, la violence qui se produit en Russie n'est pas commise par des musulmans, mais par des sympathisants d'extrême droite. De futures études devront se pencher sur cette question pour expliquer ces différences.

Les enquêtes sur les attitudes indiquent que l'antisémitisme est beaucoup plus répandu chez les musulmans d'Europe de l'Ouest que dans la population générale, mais elles suggèrent également que la foi en l'islam n'explique pas en soi toute la différence. Le pays d'origine semble jouer un rôle majeur, de même que le niveau de religiosité – plus les personnes sont pratiquantes,

53. Les enquêtes concernant des communautés quantitativement faibles rencontrent inévitablement le problème de la constitution d'échantillons représentatifs. Ni la méthode de la stratification par quotas, pratiquée en France, ni la composition d'échantillons par la méthode aléatoire, utilisée dans les pays anglo-saxons, ne permettent de résoudre le problème de la représentativité des répondants. Dans son enquête 2012, la FRA avait fait le choix pertinent d'une méthode spécifique, comme elle le précisait dans la présentation de son étude : « L'un des défis de ce projet est la difficulté de joindre les personnes à interroger. L'enquête a donc été conçue pour se dérouler en deux phases. Dans un premier temps, un échantillonnage déterminé par les répondants, la méthode boule de neige probabiliste (en anglais *respondent-driven sampling*, RDS), sera utilisé pour identifier les personnes potentiellement éligibles à répondre à cette enquête. Cette technique se fonde sur des réseaux de répondants éligibles qui en identifieront d'autres. Elle est conçue spécifiquement pour les enquêtes portant sur des populations difficiles à joindre, dans le but de produire des résultats représentatifs pour la population dont il est question dans son ensemble » (European Union Agency for Fundamental Rights (FRA), *Enquête de la FRA sur les expériences...*, op. cit., p. 2). [NdÉ]

plus elles sont susceptibles d'être antisémites. Une étude a révélé que les attitudes antijuives étaient fortement associées à l'intolérance générale des répondants à l'égard des individus n'appartenant pas à leur groupe.

Recommandations

Les recommandations suivantes comportent des mesures pour la collecte de données et des pistes pour approfondir la recherche. Ce sont des étapes nécessaires pour concevoir des mesures politiques pertinentes afin de contrer la violence antisémite.

- La collecte de données devrait être une priorité. Pour combattre l'antisémitisme violent, et les autres formes de crimes de haine, il faut avoir des connaissances solides et à jour. Cela dépend d'une recherche pertinente fondée sur des données fiables, de préférence provenant à la fois des autorités de police et d'études. Bien que les données de la police soient précieuses pour étudier l'évolution dans un même pays, les comparaisons entre pays ne sont possibles que si nous parvenons à faire converger les recueils des signalements effectués par les victimes et à harmoniser les pratiques d'enregistrement et de catégorisation des autorités policières et judiciaires. Les enquêtes sur les populations de victimes sont essentielles pour connaître l'exposition aux agressions, les perceptions et la propension des victimes à porter plainte. La coopération internationale pour la réalisation d'enquêtes devrait être améliorée afin que les études soient aussi complètes que possible et que la comparaison entre les pays soit facilitée.
- L'enquête 2012 de la FRA sur l'antisémitisme utilisée dans cette note est précieuse, mais elle commence à dater, n'offre qu'une photographie de la situation à un moment donné et couvre un nombre restreint de pays de l'Union européenne. La seconde édition de cette enquête est en cours. Elle fournira aux chercheurs des données nouvelles et comparables. À l'avenir, l'enquête devrait être réalisée tous les cinq ans afin de savoir si des tendances peuvent être repérées. Il serait bon que les autorités publiques et les instances non gouvernementales des pays non couverts par les futures enquêtes de la FRA réalisent leurs propres enquêtes en suivant les mêmes lignes directrices afin de générer des données comparables.

- Nous avons besoin d'en savoir plus sur les circonstances concrètes des événements violents : les attaques sont-elles préméditées ou impulsives ? Où, quand et dans quelles circonstances se produisent-elles généralement ?

- Nous devons approfondir la recherche pour comprendre les causes du niveau élevé d'antisémitisme chez les musulmans d'Europe occidentale. Les études actuelles indiquent que la situation socio-économique et la discrimination perçue jouent un rôle insignifiant. La religion elle-même, le degré de pratique, le pays d'origine et, surtout, l'intolérance vis-à-vis des autres groupes de manière générale semblent être les facteurs les plus déterminants. Tous ces facteurs devraient être étudiés de plus près dans de prochaines études.

- À l'avenir, la recherche devrait s'efforcer d'expliquer pourquoi le niveau des incidents antisémites enregistrés a diminué aux États-Unis depuis les années 1990⁵⁴, alors qu'il a augmenté en Europe.

- Selon les chercheurs suédois Lars Dencik et Karl Marosi, trois types différents d'antisémitisme sont à l'œuvre dans l'Europe d'aujourd'hui : *l'antisémitisme classique*, caractérisé par la pensée raciale et la théorie du complot ; *l'antisémitisme des Lumières*, fondé sur le refus des pratiques juives telles que la circoncision et l'abattage rituel ; *l'antisémitisme lié à Israël*, où l'hostilité envers Israël, entraîne des amalgames ou motive l'antisémitisme. Les deux chercheurs affirment que l'antisémitisme lié à Israël est la variante prédominante en Europe de l'Ouest et la plus étroitement associée à la violence⁵⁵. Leur hypothèse semble plausible à la lumière des résultats présentés dans notre note mais devrait être soumise à d'autres essais empiriques. S'il est vrai qu'un antisémitisme plus violent lié à Israël prévaut en Europe de l'Ouest, il faut se poser la question suivante : pourquoi est-il plus violent et pourquoi est-il devenu dominant en Europe occidentale mais pas en Russie ou dans des pays comme la Pologne ou la Hongrie ?

54. L'étude de Johannes Due Enstad qui constitue la présente note de la Fondation pour l'innovation politique couvre la période 2005-2015. Les premières indications concernant les États-Unis pour l'année 2016 et le premier trimestre 2017 semblent aller dans le sens d'une forte poussée de l'antisémitisme. Voir « Anti-Semitic incidents rose a whopping 86% in the first 3 months of 2017 », [cnn.com](http://edition.cnn.com/2017/04/24/us/antisemitic-incidents-reports-trnd/index.html), 24 avril 2017 (<http://edition.cnn.com/2017/04/24/us/antisemitic-incidents-reports-trnd/index.html>), et Jack Jenkins, « 2016 was a horrible year for anti-Semitic hate crimes. 2017 is much worse. 2016 was a banner year for anti-Jewish hatred » (<https://thinkprogress.org/report-anti-semitic-spike-this-year-bdf97cbe762>). L'interprétation de ces données fait l'objet d'une discussion : Mark Oppenheimer, « Is anti-Semitism truly on the rise in the U.S.? It's not so clear » (https://www.washingtonpost.com/news/acts-of-faith/wp/2017/02/17/is-anti-semitism-on-the-rise-does-anyone-care/?utm_term=.8e7f566272d6). [NdÉ]

55. Lars Dencik et Karl Marosi, *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*, Kantor Center for the Study of Contemporary European Jewry, 2016, p. 35-36 (<http://kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf>).

Bibliographie

AABEL (Suzanne), « Jødenes kreftsvulst », *VG*, 25 juillet 2014.

ANDERSEN (Hanne Eide) et MØLLER-HANSEN (Janne), « Jødehets mot norske barn », *VG*, 12 août 2002.

ANTI-DEFAMATION LEAGUE, « ADL Audit. U.S. Anti-Semitic Incidents Surged in 2016-17 », s.d. (www.adl.org/sites/default/files/documents/Anti-Semitic%20Audit%20Print_vf2.pdf).

—, « 2012 Audit of Anti-Semitic Incidents », s.d.

(www.adl.org/sites/default/files/documents/assets/pdf/press-center/2012-audit-of-anti-semitic-incidents.pdf).

CAMPAIGN AGAINST ANTISEMITISM, « British Muslims and Antisemitism », antisemitism.uk, 12 avril 2016 (antisemitism.uk/british-muslims/).

—, *Annual Antisemitism Barometer. 2015 Full Report*, 2015

(antisemitism.uk/wp-content/uploads/2016/07/Annual-Antisemitism-Barometer-2015.pdf).

CENTER FOR STUDIES OF THE HOLOCAUST AND RELIGIOUS MINORITIES,

Antisemitism in Norway? The Attitudes of the Norwegian Population Towards Jews and Other Minorities, mai 2012

(www.hlsenteret.no/publikasjoner/antisemitism-in-norway-web.pdf).

BARØY (Kjell T.), « Norske jøder har fått drapstrusler », *NTB*, 1^{er} avril 2002.

BEVELANDER (Pieter) et HJERM (Mikael), « The religious affiliation and anti-Semitism of secondary school-age Swedish youths: an analysis of survey data from 2003 and 2009 », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 38, n° 15, décembre 2015, p. 2705-2721.

CLAUSEN (Bente), « Jøder skjuler deres tro », kristeligt-dagblad.dk, 21 septembre 2015

(www.kristeligt-dagblad.dk/kirke-tro/joeder-skjuler-deres-tro).

CSANGO (Monica), « Skremt til stillhet », *Aftenposten*, 27 janvier 2014.

DELLAPERGOLA (Sergio), « World Jewish Population, 2013 », in Arnold Dashefsky et Ira M. Sheskin (dir.), *The American Jewish Year Book 2013. The Annual Record of the North American Jewish Communities*, Springer, 2013, p. 279-358.

DENCIK (Lars) et MAROSI (Karl), *Different Antisemitisms: On Three Distinct Forms of Antisemitism in Contemporary Europe – With a Special Focus on Sweden*,

Kantor Center for the Study of Contemporary European Jewry, 2016

(kantorcenter.tau.ac.il/sites/default/files/PP%203%20Antisemitisms%20160608.pdf).

DJÄRV (Carina), FORSELIUS (Nina) et FRENZEL (Nina), *Hatbrott 2013*,

Brottsförebyggande rådet, 2014

(www.bra.se/download/18.3a6ad56314700900bc155c/1408536192247/2013_14_Hatbrott_2013.pdf).

DØVING (Cora Alexa) et MOE (Vibeke), « Det som er jødisk » – *Identiteter, historiebevissthet og erfaringer med antisemittisme*, HL-Senteret, mai 2014 (www.hlsenteret.no/publikasjoner/det-som-er-jodisk.html).

ESPERSEN (Yvette), « “Som jøde i Danmark må man i dag skjule sin identitet...” », *denkorteavis.dk*, 13 février 2013

(dev.denkorteavis.dk/2013/som-jode-ma-man-skjule-sin-identitet-i-danmark-i-dag/).

EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA),

Antisemitism - Overview of data available in the European Union 2004-2014, FRA, 2015

(fra.europa.eu/en/publication/2015/antisemitism-overview-data-available-european-union-2004-2014).

—, *Discrimination and hate crime against Jews in EU Member States: experiences and perceptions of antisemitism*, FRA, 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member-states-experiences-and).

—, *Technical report: FRA survey – Discrimination and hate crime against Jews in EU Member States: experiences and perceptions of antisemitism*, 2013 (fra.europa.eu/en/publication/2013/technical-report-fra-survey-discrimination-and-hate-crime-against-jews-eu-member).

FORUM FÖR LEVANDE HISTORIA, *Den mångtydiga intoleransen. En studie av gymnasieungdomars attityder läsåret 2009/2010*, 2010

(www.levandehistoria.se/sites/default/files/material_file/den-mangtydiga-intoleransen-rapport.pdf).

GRAVDAL (Tove), « Jødehets på fremmarsj i Frankrike », *Aftenposten*, 1^{er} mars 2002.

HEDELIN (Charlotte), « Den moderna antisemitismen: Varför har Malmö så många antisemitiska hatbrott? », BA thesis, Lund University, 2015 (<http://lup.lub.lu.se/student-papers/record/5426279>).

HOFER (Hanns von), « Sweden », in Marcelo F. Aebi, Veronique Jaquier et Graeme R. Newman (dir.), *Crime and Punishment around the World*, vol. 4, p. 332-342, ABC-CLIO, 2010.

JACOBS (Dirk), VENY (Yoann), CALLIER (Louise), HERMAN (Barbara) et DESCAMPS (Aurélien), « The impact of the conflict in Gaza on antisemitism in Belgium », *Patterns of Prejudice*, vol. 45, n° 4, 1^{er} septembre 2011, p. 341-360 ([germe.ulb.ac.be/uploads/pdf/articles online/Patterns%20of%20Prejudiceproof.pdf](http://germe.ulb.ac.be/uploads/pdf/articles%20online/Patterns%20of%20Prejudiceproof.pdf)).

JIKELI (Günther), *Antisemitic Attitudes among Muslims in Europe: A Survey Review*, Institute for the Study of Global Antisemitism and Policy, ISGAP Occasional Paper no 1, mai 2015 (isgap.org/wp-content/uploads/2015/05/Jikeli_Antisemitic_Attitudes_among_Muslims_in_Europe1.pdf).

—, *European Muslim Antisemitism. Why Young Urban Males Say They Don't Like Jews*, Indiana University Press, 2015.

—, « Wir brauchen Taten statt Worte », tagesspiegel.de, 1^{er} juillet 2015

(www.tagesspiegel.de/politik/kampf-gegen-antisemitismus-wir-brauchen-taten-statt-worte/11993880.html).

JOHANSEN (Tobias Stern) et KRASNIK (Benjamin), « Europæiske jøder flytter i hobetal », *kristeligt-dagblad.dk*, 27 janvier 2016

(www.kristeligt-dagblad.dk/udland/europaeiske-joeder-flytter-i-hobetal).

KAPLAN (Edward H.) et SMALL (Charles A.), « Anti-Israel Sentiment Predicts Anti-Semitism in Europe », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 50, n° 4, août 2006, p. 548-561.

KESTEREN (John van), DIJK (Jan van) et MAYHEW (Pat), « The International Crime Victims Surveys. A retrospective », *International Review of Victimology*, vol. 20, n° 1, janvier 2014, p. 49-69.

KLINGSPOR (Klara) et MOLARIN (Anna), Hatbrott 2008, Brottsförebyggande rådet, 2009

(www.bra.se/bra/publikationer/arkiv/publikationer/2009-07-01-hatbrott-2008.html).

KLUNGTVEIT (Harald S.), « "Ta ham! Jævla jøde!" », *dagbladet.no*, 9 janvier 2009.

(www.dagbladet.no/a/65301227).

KNOBEL (Marc), « Antisemitic Hatred & Violence from 2000 to 2013 », antisemitisme.fr, 23 janvier 2013 (disponible sur <https://groups.google.com/forum/#!msg/hate-monitor-net/bkKrp-3-e10/e2auNvC-xyYJ>).

MAGNUS (Jon), « 37 jøder angrepet i Danmark », *pluss.vg.no*, 28 décembre 2012 (pluss.vg.no/2012/12/28/1072/1072_20316691).

MEO (Nick), « Jews leave Swedish city after sharp rise in anti-Semitic hate crimes », telegraph.co.uk, 21 février 2010 (www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/sweden/7278532/Jews-leave-Swedish-city-after-sharp-rise-in-anti-Semitic-hate-crimes.html).

NANNESTAD (Peter), « "Frø af ugræs?" Antijødiske holdninger i fem ikke-vestlige innvandrergupper i Danmark », in Tonny Brems Knudsen, Jørgen Dige Pedersen et Georg Sørensen (dir.), *Danmark og de fremmede. Om mødet med den arabisk-muslimske verden*, p. 43-61, Hans Reitzels Forlag, 2009.

ØSTLI (Kjetil), « Det er typisk jødisk å være redd », *Aftenposten*, 21 février 2004.

PEDERSEN (Hanne Kristin), « Ber danske jøder skjule davidsstjernen og gjemme kalotten », dagen.no, 14 décembre 2012
(www.dagen.no/Utenriks/Ber_danske_j%C3%B8der_skjule_davidsstjernen_og_gjemme_kalotten-5143).

RIGSPOLITIET, NATIONALT FOREBYGGELSESCENTER, *Hadforbrydelser i 2015*, juin 2016
(www.politi.dk/NR/rdonlyres/C452577B-1EFE-4C73-8207-62B05E3E783E/0/Årsrapport_hadforbrydelser_2015.pdf).

RØISELAND (Hilde), « Ber norske jøder passe seg », nrk.no, 20 juillet 2006
(www.nrk.no/ostlandssendingen/ber-norske-joder-passe-seg-1.748380).

SMITH (Robert B.), « A Globalized Conflict: European Anti-Jewish Violence during the Second Intifada », *Quality & Quantity*, vol. 42, n° 2, avril 2008, p. 135-180.

SNYDER (Donald), « For Jews, Swedish City Is a 'Place To Move Away From' », forward.com, 7 juillet 2010
(forward.com/news/129233/for-jews-swedish-city-is-a-place-to-move-away-f/)

SPORRE (Tov), *Hatbrott 2005*, Brottsförebyggande rådet, 2006
(www.bra.se/download/18.cba82f7130f475a2f1800010613/2006_hatbrott_2005.pdf).

STOKES (Bruce), « Faith in European Project Reviving », pewglobal.org, 2 juin 2015
(www.pewglobal.org/2015/06/02/faith-in-european-project-reviving/).

STRAND (Tormod), « – Lærerne tør ikke å ta tak », nrk.no, 14 mars 2010
(www.nrk.no/norge/--norsk-unnfallenhet-over-jodehat-1.7038008).

TJØNN (Halvor), « Jødehatet har dukket frem i Malmö », aftenposten.no, 12 octobre 2011
(www.aftenposten.no/article/ap-227912b.html).

WIGERFELT (Berit et Anders S.), « Att leva med antisemitism. Ny studie av situationen i Malmö », skma.se, 25 mars 2015 (skma.se/blogg/2015/03/berit-wigerfelt-och-anders-s-wigerfelt-att-leva-med-antisemitism-ny-studie-av-situationen-i-malmo/).

WILDMAN (Sarah), « German court rules that firebombing a synagogue is not anti-Semitic », vox.com, 13 janvier 2017
(www.vox.com/world/2017/1/13/14268994/synagogue-wuppertal-anti-semitism-anti-zionism-anti-israel).

« Antisemitismus. Mehr als 1.300 antisemitische Straftaten in Deutschland erfasst », zeit.de, 13 mai 2016
(www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2016-05/antisemitismus-straftaten-deutschland-rueckgang).

« Hatkriminalitet: Statistikk og rapporter om anmeldt hatkriminalitet i Oslo », politi.no, 5 avril 2016 (www.politi.no/oslo/strategier_og_analyser/statistikker_og_analyser/Tema_1793.xml).

« ICM Muslims survey for Channel 4 », icmunlimited, 11 avril 2016
(www.icmunlimited.com/polls/icm-muslims-survey-for-channel-4/).

« Kriminelle forhold med mulig ekstremistisk baggrund », pet.dk, n.d.
(www.pet.dk/Publikationer/RACI-indberetning.aspx).

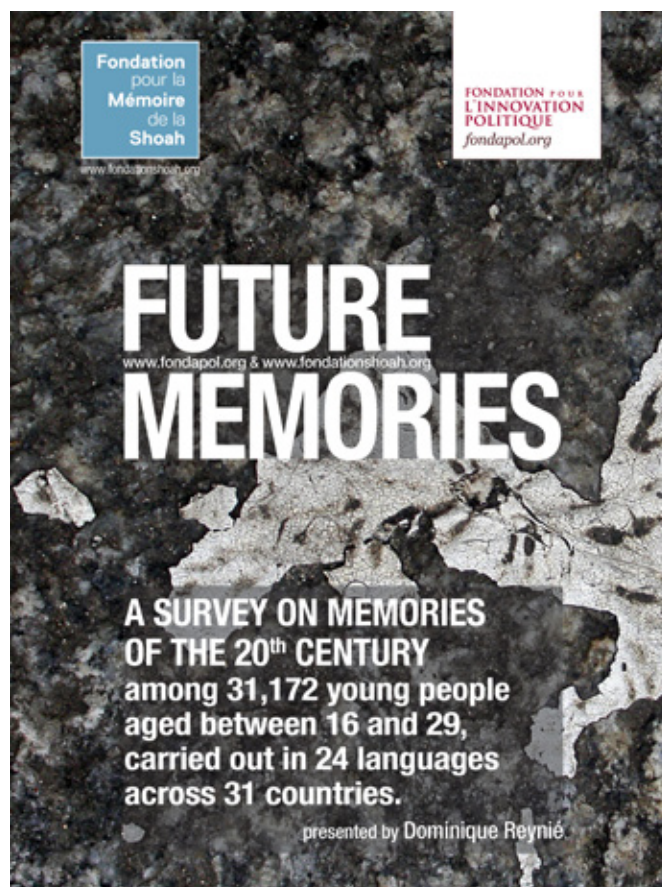
« Skandinaviens Juden fühlen sich nicht mehr sicher », diepresse.com, 16 mars 2010
(diepresse.com/home/politik/aussenpolitik/546769/Skandinaviens-Juden-fuehlen-sich-nicht-mehr-sicher).

« “V Moskve modno byt evreem” », medialeaks.ru, 8 novembre 2013
(medialeaks.ru/sovershenno-nedavno-vse-bylo-inache).



Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages



Future Memories

A survey conducted in partnership with the Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Dominique Reynié, January 2015, 156 pages



L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages



Anti-Semitic attitudes in France. New insights
Dominique Reynié, November 2014, 48 pages



*France : les juifs vus par les musulmans.
Entre stéréotypes et méconnaissances*

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages



*France : les juifs vus par les musulmans.
Entre stéréotypes et méconnaissances*

L'ensemble des propos recueillis par l'Ifop, mai 2017, 372 pages

NOS PUBLICATIONS

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans.

Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux.

L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

Le Front national en campagnes.

Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

Innovation politique 2016 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique,

PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

L'Opinion européenne en 2016 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de

Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

Refonder l'audiovisuel public.

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

Portrait des musulmans d'Europe :

unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

Portrait des musulmans de France :

une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés

mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21(2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21(1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2)**Pourquoi il faut défendre la route**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1)**Les conditions d'une mobilité conviviale**

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur :**les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) :**poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique,
PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ?

Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de
Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014,
44 pages

L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014,
52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

**Pour la croissance, la débureaucratiation
par la confiance**

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-
Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013,
40 pages

**Un contrat de travail unique avec indemnités
de départ intégrées**

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de
Repères, juillet 2013, 268 pages

**La nouvelle vague des émergents : Bangladesh,
Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique**

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

**Transition énergétique européenne :
bonnes intentions et mauvais calculs**

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013,
40 pages

**Code éthique de la vie politique et des responsables
publics en France**

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation
politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013,
652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat,
Dominique Reynié
et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

**La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF
inconstitutionnel ?**

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

**Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches
est un pays pauvre...**

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012,
80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de
Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012,
648 pages

L'école de la liberté :

initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011 (accessible en librairie)

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ?

D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme.

Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement :

Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut des

enseignants-chercheurs :

défense du statut, illustration du statu quo.

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier :

la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009 (accessible en librairie)

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **vo**tre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 %** de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique

voici ma contribution de :

- 100 € 500 € 1 000 € 5 000 €
 10 000 € 50 000 € Autre Montant.....€

Je choisis de faire un don :

- À titre personnel
 Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

Par chèque, à l'ordre de la **Fondation pour l'innovation politique**

Par virement bancaire daté du :

au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des Dépôts

et Consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

Régime fiscal de votre don.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- **Les contribuables** bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable (art 200-3 du CGI) et/ou au titre de l'ISF, d'une réduction de 75% de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- **Les entreprises** assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60% pris dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT (art 238bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulatif des réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondapol.

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	contribution réelle après déduction de 60% au titre de l'Impôt sur les Sociétés	contribution réelle après déduction de 66% au titre de l'Impôt sur le Revenu	contribution réelle après déduction de 75% au titre de l'Impôt sur la Fortune
100 €	40	34	25
500 €	200	170	125
1 000 €	400	340	250
5 000 €	2 000	1 700	1 250
10 000 €	4 000	3 400	2 500
50 000 €	20 000	17 000	12 500

À renvoyer à :
Fondation pour
l'innovation politique
11, rue de Grenelle
75007 Paris

Contact :
Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées
pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom	
Nom de l'organisme		
N°	Rue	
Code Postal		Ville
Pays		
Téléphone		
Email		

Date

Signature

VIOLENCE ANTISÉMITE EN EUROPE 2005-2015

(France, Allemagne, Suède, Norvège, Danemark, Russie et Royaume-Uni)

Par Johannes *DUE ENSTAD*

Quelle est la fréquence des actes antisémites violents dans l'Europe d'aujourd'hui et quelles sont les tendances observables ? Dans quelle mesure les membres de la communauté juive sont-ils exposés dans les différents pays ? Qui sont les auteurs de ces crimes ?

Il est évidemment impératif de pouvoir répondre à ces questions aussi précisément que possible si l'on veut combattre efficacement l'antisémitisme, et en particulier l'antisémitisme violent.

Le travail présenté dans cette note tente d'établir une première comparaison des niveaux de violence antisémite dans différents pays en combinant les données relatives aux incidents fondées sur les rapports de police avec les résultats d'une enquête sur l'antisémitisme réalisée en 2012 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA). Un échantillon de sept pays (Allemagne, Danemark, France, Royaume-Uni, Norvège, Suède et Russie) permet d'esquisser des analyses mais c'est surtout sur la base des données de quatre pays du panel (France, Royaume-Uni, Allemagne et Suède) que l'étude comparative a été rendue possible. C'est en France que l'exposition des Juifs à la violence antisémite semble la plus forte.

Concernant les auteurs d'actes antisémites violents, les données disponibles montrent, en Europe de l'Ouest, la prédominance de personnes de culture musulmane, alors qu'en Russie le profil qui prévaut est celui de militants d'extrême droite.

Les résultats présentés ici constituent une première contribution à une évaluation rigoureuse de l'antisémitisme violent dans les pays européens. Ce travail appelle à la construction d'indicateurs communs. La définition d'une mesure précise de l'antisémitisme est l'outil indispensable d'une lutte efficace contre ce redoutable préjugé, capable d'engendrer des comportements violents, y compris meurtriers.

Les médias

fondapol.tv



**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol.org



Le site internet

fondapol.org



9782364081390
ISBN : 978 2 36408 139 0

6 €